



Université Abderrahmane MIRA de Bejaia  
Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion  
**Département des Sciences Économiques**

Mémoire de fin d'études

En vue de l'obtention du Diplôme de Master en Sciences Économiques  
Option : **Économie du Développement et Gouvernance**

*Thème*

**Essai d'analyse du lien entre croissance  
économique et développement humain en Algérie  
de 1962 à 2016**

*Réalisé par:*

M. AGCHOUT Riad

*Devant le Jury composé de :*

- Président : Yacine Nadia
- Rapporteur : MERADI Ouari
- Examineur : BELKHIRI Aimadedine

*Juin 2019*

# REMERCIEMENTS

*Merci à Dieu de nous avoir donné la force et le courage de mener*

*Jusqu'à la fin de ce modeste travail*

*Je tiens à présenter mes remerciements pour les membres de jury qui ont consacré  
de leur temps pour lire et examiner ce travail*

*Au responsable de la spécialité Mr BELKHIRI Aimadeddin*

*A mon encadreur le Dr Mr MERADI Ouari*

*A tous nos professeurs et enseignants du département des sciences économiques et*

*à*

*L'ensemble de son personnel.*

# DÉLICACES

*Avant toute chose, je tiens à remercier Dieu de m'avoir donné la capacité d'écrire et de réfléchir, la force d'y croire et la patience d'aller jusqu'au bout du rêve.*

*Je dédie ce modeste travail :*

*A mes parents, sources constantes d'encouragement, de soutien, de Confiance et d'affection,*

*A mes très chères sœurs et mon frère de leurs générosités et encouragement sans limites,*

*A tous mes amis-es et tous ceux qui me sont chers que je n'oublierai plus jamais leur soutien et à tous mes copains de chambres de RUTO : (J205) qui a contribué fortement à ma formation intellectuelle, artistique et personnelle.*

*Riad*

## Liste des abréviations

---

### Liste des abréviations

<b>BM</b>	Banque Mondiale
<b>DH</b>	Développement Humain
<b>FMI</b>	Fond Monétaire International
<b>IDH</b>	Indice du Développement Humain
<b>IDHI</b>	Indice de Développement Humain ajusté selon les Inégalités
<b>IIG</b>	Indice d'Inégalité de Genre
<b>IPM</b>	Indicateur de Pauvreté Multidimensionnelle
<b>NBER</b>	National Bureau of Economic Research
<b>NPI</b>	Nouveaux Pays Industrialisés
<b>ONS</b>	Office National des Statistiques
<b>ONU</b>	Organisations des Nations Unies
<b>PPA</b>	Parité de Pouvoir d'Achat
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PNB</b>	Produit National Brut
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>RNB</b>	Revenu National Brut
<b>UNDP</b>	United Nations Development Programme
<b>WDI</b>	World Development Indicators

## Liste des tableaux, figures et graphiques

### Liste des tableaux, figures, graphiques et schémas

#### ▪ Liste des tableaux

Tableau	Page
<b>Tableau N°01</b> : Minima et maxima des variables dans les formules de normalisation(2011).	46
<b>Tableau N°02</b> : Exemple de l'IDH au Viet Nam	47
<b>Tableau N°03</b> : Classement de quelque pays selon l'IDH	48
<b>Tableau N°04</b> : Épisodes du taux de croissance économique annuel moyen	61
<b>Tableau N°05</b> : Minima et maxima des variables dans les formules de normalisation(2018).	70
<b>Tableau N°06</b> : Tendances de l'IDH de l'Algérie d'après des données en séries chronologiques cohérentes entre 1990 et 2016	70
<b>Tableau N°07</b> : Évolution des indices de l'IDH de 1990 à 2016	72
<b>Tableau N°08</b> : Épisodes de la croissance des indices de l'IDH entre 1990 et 2016	73

#### ▪ Liste des figures

Figure	Page
<b>Figure N°01</b> : les phases d'un cycle économique	26

#### ▪ Liste des graphiques

Graphique	Page
<b>Graphique N°01</b> : Évolution de la population et les ressources naturelles (Malthus)	11
<b>Graphique N°02</b> : Croissance du PIB annuel (%) 1962-2016	60
<b>Graphique N°03</b> : Évolution annuelle du PIB/habitant en \$ constants de 2010 entre 1962 et 2016 (%)	62
<b>Graphique N°04</b> : Volume des investissements entre 1970-2011 en Milliards Dollars	63
<b>Graphique N°05</b> : croissance du PIB/habitant de l'Algérie, Maroc et Tunisie en \$ constants de 2010 entre 1962 et 2016 (% annuel)	64
<b>Graphique N°06</b> : Evolution de l'IDH en Algérie de 1980 à 2016	69
<b>Graphique N°07</b> : Évolution de la durée attendue et la durée moyenne de scolarisation	71
<b>Graphique N°08</b> : Évolution des indices de l'IDH entre 1990 et 2016	73
<b>Graphique N°09</b> : Tendances de l'IDH en Algérie devant le Maroc et la Tunisie	74

## Liste des tableaux, figures et graphiques

---

1990-2016	
<b>Graphique N°10</b> : Opposition entre l'IDH et la croissance du PIB/hab	75

▪ **Liste des schémas**

<b>schéma</b>	<b>Page</b>
<b>Schéma N°01</b> : Le génère du progrès technique et la croissance	16
<b>Schéma N°02</b> : Schéma sur les limites de la croissance	23
<b>Schéma N°03</b> : Les indices du développement humain	44
<b>Schéma N°04</b> : Schéma de la croissance au développement	52
<b>Schéma N°05</b> : Schéma développement-croissance : cercle vertueux	55
<b>Schéma N°06</b> : Schéma sur les effets négatifs de la croissance économique	56

## **SOMMAIRE**

<b>SOMMAIRE</b>	<b>01</b>
<b>Introduction générale</b>	<b>02</b>
<b>Chapitre I</b>	<b>06</b>
<b>La croissance économique : Aspects théoriques et pratiques</b>	
<b>Introduction</b>	<b>07</b>
Section 1: Les théories de la croissance économique	07
Section 2: Les théories de la croissance économique	18
<b>Conclusion</b>	<b>32</b>
<b>Chapitre II</b>	<b>33</b>
<b>Lien entre croissance et développement</b>	
<b>Introduction</b>	<b>34</b>
Section 1 : Aperçu sur le concept de développement	34
Section 2 : Le développement humain	41
Section 3 : Lien entre la croissance économique et le développement humain	50
<b>Conclusion</b>	<b>56</b>
<b>Chapitre III</b>	<b>58</b>
<b>Etude de la croissance économique et le développement humain en Algérie : 1962-2016</b>	
<b>Introduction</b>	<b>59</b>
Section 1 : principales caractéristiques de la croissance enregistrée	59
Section 2 : Conséquences sur le développement humain	68
<b>Conclusion</b>	<b>77</b>
<b>Conclusion générale</b>	<b>78</b>
Bibliographie	80
Table des Matières	85

### Introduction générale

La relation entre la « croissance économique » et le « développement » donne lieu à de multiples interprétations. Lorsqu'elle est forte, on entretient l'illusion qu'elle peut résoudre les problèmes et que plus forte elle est, mieux le corps social se portera. Lorsqu'elle est faible, le manque apparaît et se révèle d'autant plus douloureux qu'aucune alternative n'a été prévue (M.HAMDANE, 2012).

L'amélioration du niveau de vie de la population et la garantie du bien-être social sont des objectifs prioritaires des pouvoirs publics. Le bien-être des individus dépend de la satisfaction de leurs besoins fondamentaux (alimentation, logement, santé, éducation, culture, participation à la vie de la communauté), mais aussi l'égalité des chances, de travail ou activité enrichissante, de ressources naturelles et d'un cadre de vie protégé. Quelles que soient les politiques suivies, ses objectifs ne peuvent être atteints sans une croissance économique soutenue et durable (M. C. ROUFAÏ).

La croissance économique est un indicateur qui permet d'évaluer la capacité d'un pays à améliorer le niveau de vie de sa population. Le niveau de vie dans un pays dépend de l'aptitude de produire des biens et services. La croissance économique est, par conséquent, synonyme de production de biens et services, de création d'emplois et de richesses, elle assure la prospérité économique, sociale et humaine.

Depuis longtemps, comme aujourd'hui, la croissance économique occupe une place centrale dans les stratégies de développement de tous les pays. Elle est, en effet, l'élément indispensable au développement d'où l'intérêt accordé par les économistes à ce sujet. La problématique de la croissance économique est un sujet fondamental dès la naissance de la science économique, avec le père fondateur (A. SMITH, 1776) dans son ouvrage intitulé « recherche sur la nature et la cause de richesse des nations ». Ensuite, d'autres économistes comme (R. SOLOW, 1956), (P. ROMER, 1986), (R. LUCAS, 1988) ont approfondi l'étude de la croissance.

Cependant, « même si la croissance demeure le préalable à tout effort de développement dans la mesure où toute amélioration du niveau de vie ou du bien-être social passe nécessairement par l'augmentation des quantités produites et l'accroissement correspondant des revenus, il s'avère important de préciser que le développement est bien plus que la croissance » (J. R. Legouté, 2001).

## Introduction générale

---

D'après les arguments favorables à cette affirmation, il apparaît que croissance et développement sont étroitement liés. En général, les faits confirment que les résultats obtenus sur le front du développement dépendent du scénario de la croissance économique et de son rythme (OCDE, 2007).

En revanche, les arguments qui s'y opposent se fondent sur le fait que la répartition des fruits de la croissance est souvent inégale, destructrice autant que créatrice, se nourrissant des inégalités pour susciter sans cesse des frustrations et des besoins nouveaux. En effet, depuis cinquante ans, malgré l'accroissement considérable de la richesse produite dans le monde, les inégalités ont explosé : l'écart entre les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches était de 1 à 30 en 1960, il est aujourd'hui de 1 à 80 (J-M Harribey, 2004). La BM elle-même avoue en constatant qu'« au cours des vingt dernières années, la richesse mondiale a fortement progressé, mais la richesse par habitant a reculé ou stagné dans plus de 20 pays dans diverses tranches de revenus » (BM, 30 janvier 2018).

Ainsi, ces arguments soutiennent qu'il faut faire une distinction claire dans la façon d'appréhender le lien entre les deux concepts : l'amélioration du bien-être et l'épanouissement des potentialités humaines se réalisant hors du sentier de la croissance infinie des quantités produites et consommées, hors du sentier de la marchandise, mais de la qualité du tissu social qui peut naître autour d'elle (S. KOFFI et al, 2015).

La distinction entre croissance et développement a été initiée par François Perroux dans les années 1960 et reprise par Amartya Sen. Parce que la croissance peut être indispensable au bien-être qu'elle a été assimilée au progrès social. Mais au-delà d'un certain niveau de PIB par habitant, l'augmentation de revenus et de consommation n'augmente plus la satisfaction et le bien-être. Les évolutions comparées du PIB et de l'IDH aux États-Unis confirment un écart croissant entre ces valeurs entre 1975 à 2005 (S. KOFFI et al, 2015). Le PIB mesure essentiellement la production marchande. Il est souvent traité, à tort, comme s'il s'agissait d'une mesure de bien-être économique. Le rapport du PNUD de 1990 affirme « qu'un niveau de vie modeste peut s'accompagner d'une bonne qualité de vie et qu'à l'inverse celle-ci peut être déplorable à de hauts niveaux de revenus ».

En dépit de cette contradiction apparente, les Organisations internationales ont tenté, au cours de la période récente, de rallier les opinions divergentes au profit d'un consensus selon lequel un développement rapide et durable passe par une croissance soutenable. Toutefois, ce débat est loin d'être tranché et ramène encore aujourd'hui à une nécessaire critique du lien entre croissance et développement (M.HAMDANE, 2012).

L'Algérie à l'instar des autres pays en voie de développement, est un pays où les problématiques de la croissance et du développement sont préoccupantes. L'Algérie a enregistré une croissance économique modeste sur toute la période 1962-2016. Elle est souvent qualifiée de faible dans les analyses tenant compte que le pays a enregistré depuis plus de cinquante ans des taux d'investissement parmi les plus élevés au monde. Par contre, cette contreperformance économique, à long terme, n'a pas empêché le développement humain mesuré par l'IDH, de connaître une évolution très positive (A.BOUYAKOUB, 2012). D'où l'importance d'apprécier la croissance économique algérienne et ses caractéristiques, son impact sur le développement humain et la nature de la relation entre ces deux concepts. En ce sens, nous essayons d'étudier et d'analyser la corrélation des deux notions en Algérie à travers une étude prospective et analytique sur la période 1962-2016 dans laquelle l'Algérie a connu une histoire économique assez importante, des réformes profondes, notamment aux débuts des années quatre-vingt-dix, qui la mettent sur la voie de l'économie de marché.

Tout au long de ce travail, nous allons essayer de répondre à la problématique principale qui suit :

### **Quelle est la relation entre la croissance économique et le développement humain en Algérie ?**

Il serait aussi question, dans ce travail, de traiter quelques problématiques subsidiaires qui se traduisent par les questions suivantes :

- 1- Quelle est la différence entre croissance et développement ?
- 2- La croissance est-elle une condition nécessaire et suffisante du développement ?
- 3- Dans quelle mesure la croissance favorise-t-elle le développement ?
- 4- Quelles relations dynamiques et structurelles entretiennent la croissance et le développement ?
- 5- Quelles sont les sources de la croissance réelle en Algérie ?

### **Hypothèses**

Afin de faire l'esquisse de quelques éléments de réponses, notre travail s'appuiera sur l'hypothèse suivante, laquelle nous tenterons de vérifier :

**H1**

- La croissance économique algérienne n'est pas une condition nécessaire et suffisante au développement humain.

### **Démarche méthodologique**

La démarche méthodologique que nous optons pour vérifier les hypothèses mentionnées ci-dessus consiste, dans un premier temps, à effectuer une recherche bibliographique parvenant à la construction d'une revue de la littérature sur la croissance économique et le développement humain notamment l'avènement des deux concepts, leurs évolutions à travers l'histoire économique et les liens possibles que, ces deux notions, peuvent entretenir. Il sera question aussi, dans un second temps, d'approfondir les réflexions et débats autour des interrogations posées ci-dessus. Cette dernière sera ensuite complétée par un travail d'analyse sur l'économie algérienne et la relation croissance et développement économique et humain en Algérie 1962-2016 en se basant sur les données statistiques recueillies auprès d'organismes nationaux et internationaux : le PNUD, la BM et l'ONS.

**Chapitre I**  
**LA CROISSANCE ECONOMIQUE : ASPECTS**  
**THEORIQUES ET PRATIQUES**

### Introduction

L'importance de la croissance économique en termes de création de richesses, de la prospérité et d'amélioration des niveaux de vie continue d'être l'une des préoccupations majeures de la science économique.

La croissance économique désigne la variation positive de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée, généralement longue. La croissance est un processus fondamental des économies contemporaines, reposant sur le développement des facteurs de production, liée notamment à la révolution industrielle, à l'accès à de nouvelles ressources minérales (mines profondes) et énergétiques (charbon, pétrole, gaz, énergie nucléaire...) ainsi qu'au progrès technique.

La théorie de la croissance économique a repris avec vigueur depuis les Trente Glorieuses alors que l'entre-deux-guerres était caractérisé par une réflexion sur les cycles.

Différentes conceptions et plusieurs facteurs, complémentaires ou contradictoires, de la croissance ont été avancés par les économistes pour expliquer le phénomène de la croissance.

Ce premier chapitre sera consacré aux différentes théories de la croissance économique, ainsi que ses différentes définitions, types et ses instruments de mesure.

### Section 01 : Les théories de la croissance économique

La plupart des manuels de théorie économique, d'histoire de la pensée économique et d'histoire des faits économiques font remonter les origines de la croissance à la première révolution industrielle. Initié en 1776 par la vision optimiste d'Adam Smith (vertus de la division du travail), le thème de la croissance réapparaîtra au XIXe siècle dans les travaux de Malthus, Ricardo et Marx. Il faudra cependant attendre le XXe siècle et les années 50 pour que les modèles théoriques de la croissance connaissent un véritable succès<sup>1</sup>.

Les modèles post-keynésiens (Harrod-Domar) et néoclassiques (Solow) ont introduit un véritable débat sur la question de la croissance équilibrée. Depuis les années 70-80, la croissance a connu un nouvel essor sous l'impulsion des théoriciens de la croissance exogène et de la croissance endogène.

---

<sup>1</sup>[http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/24/Les théories de la croissance](http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/24/Les%20th%C3%A9ories%20de%20la%20croissance). Consulté le 18/09/2018

Nous présenterons brièvement les explications faites de la part d'Adam Smith, David Ricardo et Karl Marx

### **1.1. La croissance économique dans la théorie classique**

Depuis plus de deux siècles, les économistes s'interrogent sur les causes de la croissance. Adam Smith, Thomas Malthus, David Ricardo et Karl Marx sont les véritables précurseurs de cette réflexion.

#### **1.1.1. La division internationale d'Adam Smith (1776)**

Dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations* (1776), Adam Smith met en évidence le rôle de la division du travail (surplus, marché, gains de productivité) comme facteur de croissance. Cette division du travail se trouve renforcée par la participation du pays au commerce international (théorie des avantages absolus). L'optimisme de Smith apparaît à travers les traits d'une croissance illimitée (elle dure tant que l'on peut étendre la division du travail et le marché).

#### **1.1.2. Les rendements décroissants de David Ricardo (1817)**

Dans ses principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), David Ricardo souligne que la croissance est limitée par la loi des rendements décroissants. La valeur ajoutée se répartit entre trois agents : les propriétaires fonciers (rente foncière), salariés (salaire de subsistance) et le capitaliste (profit). Précisons que le profit des capitalistes est résiduel, c'est-à-dire qu'il intervient une fois le salaire et la rente foncière payés.

Lorsque la population s'accroît, il convient d'augmenter la production agricole, or les nouvelles terres mises en culture sont de moins en moins productives. Le coût de production va donc s'élever, entraînant inéluctablement la hausse des salaires et de la rente foncière. Les profits vont se réduire jusqu'au moment les capitalistes ne seront plus incités à investir. L'économie atteint la situation d'état stationnaire. Afin de retarder cette situation, Ricardo préconise d'augmenter les gains de productivité dans l'agriculture grâce au progrès technique et de s'ouvrir au commerce international (théorie des avantages comparatifs).

#### **1.1.3. La destruction du capitalisme selon Marx (1844)**

Karl Marx a été le premier économiste à proposer un modèle formel de croissance, à l'aide de ses schémas de reproduction élargie. Il considère que la croissance est limitée dans le mode de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle des taux de profit (1867, *Le Capital*). En effet, la recherche d'une plus-value toujours plus importante (notamment

grâce à des salaires bas, que Marx appelle, Minimum de Subsistance) et la concurrence entre capitalistes devraient provoquer une paupérisation des ouvriers et un blocage dans le développement du système capitaliste (crise).

### 1.2. La croissance est instable selon les post-keynésiens (Harrod, Domar)

Pour les keynésiens, la demande joue un rôle dans la croissance économique. Dans la *Théorie générale*, Keynes (1936) ne s'est focalisé que sur le court terme ; il n'a pas construit une théorie de la croissance économique à long terme. Roy Forbes Harrod (1939) et Evsey Domar (1947), deux économistes inspirés par les théories keynésiennes, ont chacun de leur côté contribué à construire une telle théorie.

Leur première conclusion est que la croissance est déséquilibrée. L'investissement est à la fois une composante de l'offre et une composante de la demande. D'une part, en investissant, les entreprises augmentent leurs capacités de production (l'offre tend à augmenter). D'autre part, si une entreprise investit, c'est qu'elle achète par définition des machines ou autres moyens de production à d'autres entreprises (la demande tend à augmenter). Si l'augmentation de l'offre correspond à l'augmentation de la demande, alors la croissance sera équilibrée, mais rien n'assure que ce sera effectivement le cas. Selon Harrod et Domar, la croissance risque d'être déséquilibrée, instable. Deux situations sont alors possibles. Si l'offre est supérieure à la demande, alors l'économie se retrouve en surproduction, elle s'éloigne du plein emploi et elle risque de connaître une déflation. Inversement, si la demande est supérieure à l'offre, l'économie subit des tensions inflationnistes.

Leur deuxième conclusion est que les déséquilibres sont cumulatifs. Si la demande est supérieure à l'offre (cas inflationniste), les entreprises vont chercher à accroître leurs capacités de production pour répondre à l'excès de demande. Or, en investissant, elles créent une demande supplémentaire. Il est alors probable que l'excès de demande s'intensifie au lieu de se réduire. Inversement, si l'offre est supérieure à la demande (cas de surproduction), les entreprises risquent de réduire leurs dépenses d'investissement, donc de réduire plus amplement la demande. Dans tous les cas, un simple déséquilibre risque de s'amplifier au cours du temps : la croissance est « sur le fil du rasoir » selon Harrod.

Keynes avait démontré que l'État doit intervenir à court terme pour sortir l'économie du sous-emploi. Harrod et Domar montrent que les autorités publiques ont un rôle à jouer dans la croissance à long terme en veillant à ce qu'elle soit équilibrée. En assouplissant et resserrant ses politiques conjoncturelles, l'État va ajuster la demande globale de manière à ce qu'elle s'équilibre avec l'offre globale<sup>2</sup>.

Le modèle de Domar se fonde sur l'hypothèse suivante : tout investissement a deux effets. À court terme, au moment où il est réalisé, l'investissement augmente la demande globale puisqu'il implique une demande de biens de production. Au-delà de la période préalable, l'investissement a également un effet sur l'offre ; il conduit, en effet, en dehors des investissements de remplacement, à accroître les capacités de production. Keynes, dans sa théorie générale, néglige volontairement et explicitement le second effet. Dans la mesure où il se situe dans le court terme, l'investissement n'exerce d'effet que sur la demande.

La problématique de Domar consiste à prolonger l'analyse keynésienne des effets de l'investissement sur le long terme. Domar se demandait quelles sont les conditions d'accroissement du revenu compatibles avec l'augmentation des capacités de production (le multiplicateur d'investissement). Il voulait déterminer les conditions qui permettent à l'augmentation de la demande d'être suffisante, par rapport à l'augmentation de l'offre que suscite l'investissement.

### 1.3. Les théories de la croissance démographique

Les théories et les doctrines explicatives de la croissance démographique dans le monde prennent leur sens par rapport à l'Histoire des théories de la population.

#### 1.3.1. Le malthusianisme

Le malthusianisme est la doctrine de Thomas Robert Malthus (1766-1834), pasteur et économiste anglais du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Cet auteur pensait avoir mis en lumière « la tendance constante qui se manifeste dans tous les êtres vivants à accroître leur espèce plus que ne le comporte la quantité de nourriture qui est à leur portée » (J.F. FAURE-SOULET, 2019). De cette « loi naturelle » il concluait au danger de surpopulation du globe et préconisait la limitation des naissances par la chasteté et le recul de l'âge du mariage.

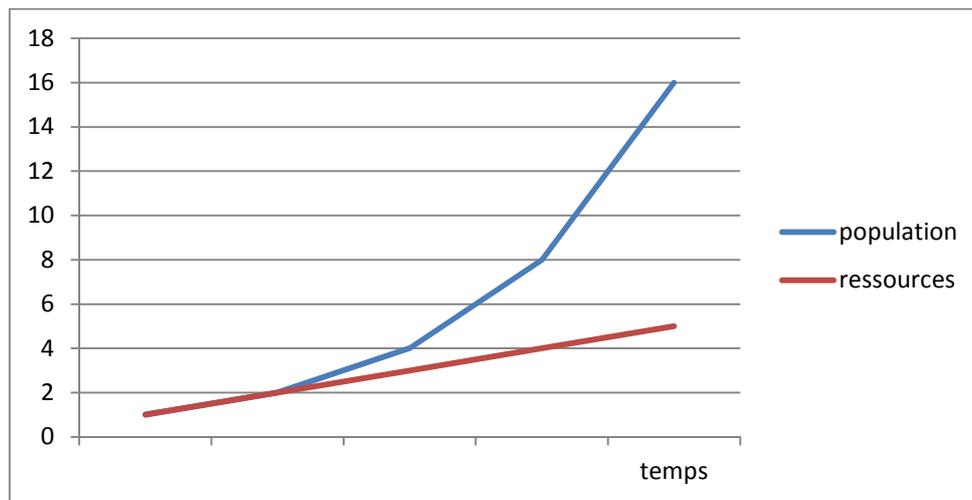
**A. Thomas Malthus et sa thèse (1796) :** Thomas Malthus (1766-1834) était un prêtre britannique, mais également un économiste libéral. Dans son Essai sur « le principe de population » où affirmait que « le pouvoir d'accroissement démographique est infiniment

---

<sup>2</sup>[http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/24/Les théories de la croissance.](http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/24/Les%20th%C3%A9ories%20de%20la%20croissance)

plus grand que celui de la terre à produire la subsistance de l'homme ». En d'autres termes, la population croît selon les termes d'une suite géométrique (1, 2, 4, 8, 16...), alors que les subsistances (la production agricole) croissent selon les termes d'une suite arithmétique (1, 2, 3,...). D'où le fait qu'il y aura nécessairement pénurie ! Malthus ici se sert de la « loi des rendements décroissants » de la production agricole pour expliquer ce décalage entre les ressources et la population.

**Graphique N°1 : Évolution de la population et les ressources naturelles (Malthus)**



Source : réalisé par nos soins.

Pour lui, la seule solution (radicale) reste la contrainte morale, c'est-à-dire l'abstinence et la chasteté, puisqu'il faut à tout prix limiter la croissance démographique, pour éviter qu'elle ne dépasse les potentialités de la production.

**Critique de Karl Marx :** Karl Marx (1818-1883) fut un des premiers à rejeter les thèses de Malthus et particulièrement l'idée de « loi naturelle » indépendante des conditions de production. Pour lui, la surpopulation n'est que relative et la conséquence de l'état des techniques à un moment donné. Pour lui, les limites de la planète évoluent avec le progrès technique et le niveau de développement : « La surpopulation relative n'a pas la moindre relation avec les moyens des subsistances comme tels, mais avec la manière de les produire » (GAILLIMARD, 1977).

**B. Le néo-malthusianisme :** Pour les néo-malthusiens, il existe un certain nombre d'arguments qui plaident en faveur d'une croissance démographique faible (mais ces arguments concernent plus directement le développement de la croissance économique en tant que telle). Au niveau microéconomique, le premier argument consiste à dire que

réduire le nombre d'enfants par femme permet d'augmenter le niveau de vie. Au niveau macroéconomique, les ressources naturelles étant limitées, le fait de ne pas maîtriser la croissance démographique implique que l'on surexploite le sort des générations futures.

Finalement le malthusianisme préconise une faible croissance démographique pour assurer une meilleure croissance économique (ou en tous les cas, ne pas l'entraver). Mais les arguments du courant « récent » restent des arguments essentiellement qualitatifs, c'est-à-dire qui concernent le développement plutôt que l'augmentation des richesses (quantitatifs). Mais aujourd'hui, il subsiste ce discours néo-malthusien, alimenté par la forte croissance démographique des pays du tiers-monde (E. CANALIS et C. EBERT, 2000).

### 1.3.2. Le populationnisme

Jean Bodin (1530-1596) avait incarné l'optimisme populationniste des mercantilistes contrairement à la vision pessimiste Malthusienne en écrivant la phrase célèbre : « il n'est de richesses que d'hommes » (J. BAUDIN, 1576).

À partir de cette citation, on comprend alors que la thèse populationniste est l'opposé de la thèse de Malthus.

**A. Les précurseurs :** Des auteurs comme Vauban, F. Quesnay et J. Bodin voyaient dans l'homme la seule richesse d'un royaume. Leur théorie est que si les hommes sont la force d'une nation et que leur nombre augmente, la production suivra et le pays n'en sera que plus puissant. Ce qui revient à dire que la croissance démographique est un facteur permissif de la croissance économique (E. CANALIS et C. EBERT, 2000).

**B. Le néo populationnisme :** Ce courant est souvent illustré par la thèse d'Esther Boserup (milieu des années soixante), encore appelée la thèse de la pression créatrice : la croissance de la population fait pression sur l'amélioration des techniques de production (hausse du progrès technique et de l'innovation favorisée). En fait, pour cet auteur, ce n'est pas la richesse qui détermine la population, mais la population qui détermine la richesse, grâce notamment à cette pression créatrice qu'elle génère.

Finalement, pour les néo populationnistes, la croissance démographique ne constitue en rien un frein, mais plutôt un stimulant pour la croissance économique.

### 1.3.3. La thèse d'Alfred Sauvy

Selon les études d'Alfred Sauvy, il n'y a pas de corrélation directe entre croissance démographique et croissance économique, puisque tous les cas existent. En effet, on peut avoir le cas d'une faible croissance démographique avec en parallèle une faible croissance économique (exemple avec la France entre les deux guerres) ou bien encore la situation

d'une forte croissance de la population avec une faible croissance économique (exemple avec le tiers-monde) ou enfin le cas d'une faible croissance démographique et d'une forte croissance économique (exemple avec le Japon dans les années soixante-dix, quatre-vingts).

Pour lui, il est nécessaire de faire une étude cas par cas, puisqu'il n'existe pas de cas général où la corrélation entre croissance démographique et croissance économique serait directe. Tout dépend du pays et de sa situation (pyramide des âges, choix sociaux et politiques...) et dans la Théorie générale de la population comme dans l'ensemble de son œuvre, Alfred Sauvy enseigne que la croissance de la population n'est pas un obstacle au progrès économique. Plusieurs de ses articles sont consacrés à l'analyse des corrélations entre la croissance démographique et la croissance économique et concluent à l'absence de relation de causalité entre ces deux grandeurs, ni dans un sens, ni dans l'autre.

### 1.4. Théories de la croissance endogène et exogène

#### 1.4.1. Théories la croissance exogène

La croissance exogène est une théorie de croissance économique qui considère le progrès technique comme exogène. Le modèle de croissance exogène le plus connu est le modèle de Solow qui propose un modèle néoclassique de croissance qui est de nature optimiste, car il ne prévoit pas de situation de crise (R.SOLOW, 1956).

**A. La théorie de Solow :** Dans "A Contribution to the Theory of Economic Growth en 1956, Solow fonde sa théorie qui deviendra par la suite la base du modèle de croissance exogène, dont la paternité est partagée entre Solow et Trevor Swan<sup>3</sup>, qui est arrivé aux mêmes conclusions que celui-ci en travaillant indépendamment. L'intérêt de son modèle est de mettre en avant le rôle crucial du progrès technique dans la croissance économique.

Selon ce modèle, le développement économique s'explique par trois paramètres : les deux premiers sont l'accroissement des deux principaux facteurs de production - à savoir le capital (au sens d'investissement) et le travail (quantité de main d'œuvre), et le troisième le progrès technologique.

Le modèle est fondé sur une fonction de production à deux facteurs: le travail et le capital. La production résulte donc exclusivement de la mise en combinaison d'une certaine quantité de capital (capital physique) et de travail (main d'œuvre).

---

<sup>3</sup>L'article fondateur de Trevor Swan est «Economic Growth and Capital Accumulation», Economic Record, 32.63: 334-361.

Ce modèle essaye de montrer d'une part, qu'il existe un équilibre dynamique de l'économie et d'une autre part que cet équilibre est stable et autorise le plein emploi les hypothèses retenues sont les suivantes: l'économie produit un bien unique en combinant deux inputs le travail et le capital physique; le capital est homogène, car il est formé d'un bien unique; le taux de croissance (constant) de la force de travail est une variable exogène au modèle; la fonction de production utilisée par Solow est une fonction à facteur substituable qui connaît des rendements décroissants par contre, les rendements d'échelle sont supposés constants. Ce modèle déduit trois prédictions :

- Augmenter la quantité de capital (c'est-à-dire investir) augmente la croissance : avec un capital plus important, la main d'œuvre augmente sa productivité (dite apparente).
- Les pays pauvres auront un taux de croissance plus élevé que les pays riches. Ils ont en effet accumulé moins de capital, et connaissent donc des rendements plus faiblement décroissants, c'est-à-dire que toute augmentation du capital y engendre une augmentation de la production proportionnellement plus forte que dans les pays riches.
- En raison des rendements décroissants des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus l'augmentation de la production par tête. Ce point correspond à l'état stationnaire. Solow note toutefois que cette troisième prédiction est irréaliste : en fait, les économies n'atteignent jamais ce stade, en raison du progrès technique qui accroît la productivité des facteurs.

Il en résulte du modèle de Solow la notion de convergence conditionnelle qui signifie que plus le niveau de départ du produit réel par habitant est faible par rapport à sa position de long terme ou d'état régulier, plus le taux de croissance de l'économie est rapide. C'est l'hypothèse de rendements décroissants du capital qui permet de l'expliquer : les systèmes productifs qui, comparativement à leur stock de capital par tête a long terme, ont moins de capital par tête, tendent à avoir des taux de rendements du capital et des taux de croissance de produit plus élevés.

Mais cette convergence est qualifiée à juste titre de conditionnelle, car dans le modèle de Solow, les niveaux d'état régulier du capital par tête et de la production par tête dépendent du taux de croissance de la population, du taux d'épargne et de la position de la

production, autant de paramètres qui peuvent varier selon les économies (D.GUELLEC ; P. RALLE, 2001).

Alan Blinder(1989), professeur à Princeton déclara «Attention, il n'y a pas seulement un modèle qui porte son nom, il y a même aussi un résidu!».

En effet, dans son article « Technical Change and the Aggregate Production Function » de 1957, il décompose les sources de la croissance entre capital, travail et progrès technologique. Si les deux premières sources peuvent être contrôlées, la dernière apparaît dans sa logique comme exogène. Ainsi, ses résultats génèrent ce progrès comme résidu. Un résidu surprenant en termes d'ampleur et de son importance dans l'explication de la croissance. Il explique à plus de 80 % la croissance américaine, selon ses résultats. C'est ce fameux résidu qui va porter son nom et va constituer avec le temps un des grands mystères de l'économie de la croissance, jusque officiellement à la soutenance de la thèse de Paul ROMER, qui va l'endogénéiser dans son article « Increasing Returns and Long Run Growth. ».

L'expression mathématique de la fonction de production :  $Y = AK^aL^{1-a}$

C'est une fonction de Cobb-Douglas où :

Y représente la production totale de l'économie, A la productivité globale des facteurs (aussi appelée niveau technologique ou niveau de progrès technique), K le capital et L le travail.

**B. Paradoxe de Solow :** À la fin des années quatre-vingt, Solow fit remarquer que l'introduction massive des ordinateurs dans l'économie, contrairement aux attentes, ne se traduisait pas par une augmentation statistique de la productivité. Cette constatation a reçu le nom de paradoxe de Solow, formulé sous la forme « You can see the computer age everywhere except in the productivity statistics ». (« Vous pouvez voir l'ère informatique partout, sauf dans les statistiques de la productivité »). (P.LEMOINE, 2000).

Il s'explique par le décalage dans le temps entre l'investissement en connaissances et son impact, dû au temps de formation et aux effets d'obsolescence.

Avec une croissance soutenue à partir de 1992, on a cru que les États-Unis étaient parvenus à briser ce "paradoxe" : retour d'une productivité record.

Business Week<sup>4</sup> a parlé du nouveau paradigme économique. Solow lui-même y a cru : "il est possible que ce soit la fin du paradoxe des ordinateurs, mais je n'en suis pas sûr" (Le

---

<sup>4</sup>TRIPLETT Jack E., the Solow productivity paradox: what do computers do to productivity?, business week, Brookings Institution, 20mai, 1998.

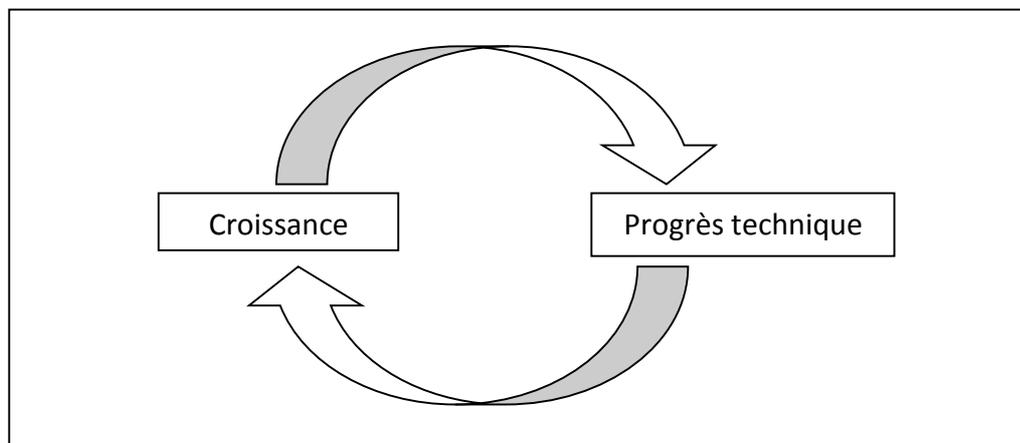
Monde de l'économie, 18 avril 2000). Finalement, la nouvelle économie ne tenait qu'à une bulle spéculative qui a fini par exploser. Le paradoxe de Solow, lui, tient toujours.

Pour Solow l'équilibre est la règle et le déséquilibre l'exception, il pense qu'à long terme l'économie tend vers une situation d'équilibre.

### 1.4.2. Théories la croissance endogène

Apparues dans les années quatre-vingt, les théories de la croissance endogène visent à expliquer le caractère cumulatif de la croissance ou, autrement dit, à expliquer pourquoi certains pays ne parviennent pas à amorcer un processus de croissance et demeurent alors dans une trappe à sous-développement. À la différence du modèle de Solow, les modèles de croissance endogène font l'hypothèse que les rendements sont croissants (grâce aux externalités) et considèrent que le progrès technique est **endogène**, c'est-à-dire qu'il dépend du comportement des agents. Autrement dit, tout comme chez Solow, le progrès technique génère de la croissance économique, mais en retour, cette dernière est également susceptible de générer du progrès technique.

Schéma N°01 : Le genre du progrès technique et la croissance



Source : réalisé par nos soins.

Il y a trois principaux modèles de croissance endogène :

- **Robert Lucas** (prix Nobel en 1995) souligne l'importance du **capital humain** pour la croissance. Un travailleur devient plus productif lorsqu'il accumule des connaissances et des compétences, or celles-ci ne s'usent pas : le capital humain est un facteur cumulatif, qui présente des rendements croissants. Donc un cercle vertueux est à l'œuvre : plus les individus obtiennent de nouvelles connaissances et compétences, plus ils sont capables d'acquérir de nouvelles connaissances de compétences. Robert Lucas

se contente de développer l'idée qu'accumuler du capital humain permet au travailleur d'être plus productif, mais nous pouvons aller plus loin : en accumulant du capital humain, un individu est capable d'innover, de créer des idées, un savoir et des savoir-faire qui n'existaient pas auparavant.

- **Paul Romer** met l'accent sur la recherche-développement, c'est-à-dire l'accumulation de **capital technologique**. Pour innover, un chercheur utilise le savoir qui est disponible à son époque ; en innovant, il accroît le savoir disponible pour les autres chercheurs, notamment ceux des générations futures. Par conséquent, les dépenses de recherche-développement réalisées par une entreprise lui permettent d'accroître sa productivité et d'innover ; grâce aux externalités, elles profitent également aux autres entreprises. Donc un cercle vertueux est à l'œuvre : en innovant, une entreprise permet aux autres entreprises d'innover.

- **Robert Barro** souligne le rôle joué par l'investissement public, c'est-à-dire l'accumulation de **capital public**, dans la croissance : les infrastructures publiques (routes, aéroports, éclairage public, réseau de distribution d'eau, *etc.*) stimulent la productivité des agents privés et par conséquent l'activité. Or, avec la croissance, l'État prélève davantage de taxes et d'impôts, donc il peut financer de nouvelles infrastructures. Donc, un cercle vertueux est à l'œuvre : l'investissement public favorise la croissance et la croissance favorise en retour l'investissement public.

Le capital humain, la recherche-développement et l'investissement public sont donc source de progrès technique. Bien que ces trois auteurs soient néoclassiques et se montrent réticents à l'idée d'utiliser les politiques conjoncturelles pour stabiliser l'activité à court terme, leurs théories suggèrent que l'intervention de l'État peut améliorer la croissance à long terme. Ils préconisent donc des **politiques structurelles** (par exemple : développer les infrastructures, favoriser l'éducation, stimuler la recherche-développement en accordant des crédits d'impôt aux entreprises innovantes, *etc.*)<sup>5</sup>.

Ainsi, la croissance est un processus élémentaire dans toutes les économies du monde, d'où l'importance accordée par beaucoup d'économistes et des gouvernements. Elle transforme la vie des populations dans la mesure où elle crée davantage de biens et de services afin de satisfaire les besoins des hommes vivant en société.

À long terme, la croissance a un impact important sur la démographie et sur le niveau de vie des populations, qu'il ne faut pas confondre avec la « qualité de vie ». De même,

---

<sup>5</sup>[http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/24/Les théories de la croissance](http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/24/Les%20th%C3%A9ories%20de%20la%20croissance)

l'enrichissement qui résulte de la croissance économique peut permettre de faire reculer la pauvreté.

### Section 02 : Aperçu sur la croissance économique

Pour mieux comprendre l'importance du phénomène de la croissance économique, nous tenterons d'éclaircir sa notion de croissance économique, présenter ses concepts de base ainsi que ses différents indicateurs de mesure.

#### 2.1. Définition de la croissance économique

Nous allons entamer la notion de la croissance par un certain nombre de définitions de quelques auteurs. La croissance concerne souvent les grands agrégats économiques, elle constitue, de ce fait, un phénomène quantitatif, car susceptible d'être mesuré.

Pour **F. PERROUX** « La croissance est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues, d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global en termes réels ».

Pour **BOURDON et MARTOS** : « La croissance économique est un processus complexe auto-entretenu d'évolution à long terme qui se traduit par une transformation des structures de la société. Elle est mesurée par les variations d'un indicateur de production exprimé en volume, PIB réel ».

De sa part **J. MULLER** la définit comme suit: « La croissance économique est une notion purement quantitative qui reflète l'augmentation de la production à long terme dans une économie, comme nous pouvons la mesurer».

Selon **A. SILEM** : « la croissance économique est l'augmentation durable en terme réel d'un indicateur de la performance économique».

**Adam SMITH** définit la croissance économique comme « un accroissement de sa dimension accompagné de changements de structure et conduisant à l'amélioration d'un niveau de vie».

Selon la définition de **S. KUZNETS** : « la croissance économique est un phénomène quantitatif qui peut définir la croissance économique d'une nation comme croissance durable de la population et du produit par tête (revenu)»

En résumé, d'après ces définitions, la croissance économique se définit comme l'augmentation quantitative d'un indicateur économique, généralement le PIB ou le PNB réel, total ou par habitant. La croissance économique se définit aussi comme l'expansion

de revenu national, c'est-à-dire la production totale de tous les biens et services d'un pays au cours d'une période donnée, en général une année.

### 2.2. Les types de croissance

Afin d'atteindre un niveau souhaitable de la croissance, les États font appel à de multitudes types de croissance économique, on distingue :

#### 2.2.1. La croissance extensive

Elle est obtenue principalement par l'augmentation des quantités de facteurs de production intégrées au sein du processus productif (culture de nouvelles terres, ouverture de nouvelles usines). La croissance extensive génère des créations d'emplois.

#### 2.2.2. La croissance intensive

Elle repose sur l'amélioration de l'efficacité de la combinaison productive ; elle repose sur de forts gains de productivité<sup>6</sup>. En d'autres termes, la croissance intensive est l'augmentation du PIB par la production à volume de facteurs de production identiques, cette dernière peut se faire sans création d'emplois supplémentaires.

#### 2.2.3. La croissance équilibrée

Elle met en mouvement tous les secteurs à la fois dans une progression assez régulière, qui mise sur la demande et qui valorise le rôle du marché national. Moteur principal du développement<sup>7</sup>.

#### 2.2.4. La croissance déséquilibrée

Elle démarre d'un secteur privilégié pour, théoriquement se transmettre aux autres domaines de l'activité<sup>8</sup>.

#### 2.2.5. La croissance potentielle

C'est le taux d'accroissement maximum des indicateurs économiques. Étant donné les moyens disponibles, elle correspond à l'utilisation maximale de tous les équipements et à la productivité optimale du fait de la qualification de la main d'œuvre et du savoir-faire.

#### 2.2.6. La croissance exponentielle

Elle désigne la croissance à taux constant où l'indicateur choisi, le PNB par exemple, croît de façon multiplicative, elle est appelée parfois croissance géométrique<sup>9</sup>.

---

<sup>6</sup> BEITONS.A, DOLLOC. C, CAZORLA.A, DRAIA-M, p116.

<sup>7</sup> M.Nouschi, R,Bénichi, Op Cité,p 46.

<sup>8</sup> Idem

<sup>9</sup> BEITONS.A, DOLLOC. C, CAZORLA.A, DRAIA-M, p 116.

### 2.2.7. La croissance interne (endogène)

S'agit d'une théorie économique développée par l'économiste Paul Romer qui démontre comment des facteurs endogènes (internes) peuvent amener la croissance. Elle explique le progrès économique par la technologie et approfondit l'analyse de ce progrès par les politiques que le gouvernement peut mener en matière de recherche et développement ainsi que les aides et subventions apportées par l'État pour le développement technologique et humain.

### 2.2.8. La croissance externe (exogène)

C'est une théorie économique évoquée par Robert Solow et qui soutient que le progrès technologique et la croissance démographique servent à la croissance sur le long terme. Selon Solow, la croissance viendrait de phénomènes extérieurs, en quelque sorte comme "tombée du ciel" et ne proviendrait pas des entreprises elles-mêmes. Pour Robert Solow, les politiques économiques menées par l'État n'ont pas d'influence sur la croissance si elles n'agissent pas sur les phénomènes exogènes.

### 2.2.9. La croissance verte

Selon un rapport de l'OCDE en 2012 : « La croissance verte consiste à favoriser la croissance économique et le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être. Pour ce faire, elle doit catalyser l'investissement et l'innovation qui étayeront une croissance durable et créeront de nouvelles opportunités économiques. ».

En résumé, la croissance verte est l'art de pérenniser le développement économique tout en préservant nos ressources naturelles. Autrement dit, c'est une croissance économique respectueuse de l'environnement naturel, et visant, par des actions ou des innovations spécifiques, à remédier aux atteintes qui lui sont portées.

### 2.2.10. La croissance « zéro »

La croissance zéro est une expression utilisée dans les années 70 par un rapport du club de Rom à la suite d'un débat portant sur les effets pervers de la croissance (pollution, épuisement des ressources naturelles) et le partage inégalitaire de ses fruits. Certains économistes se sont alors demandé s'il ne fallait pas stopper la croissance, en défendant l'hypothèse d'une croissance zéro<sup>10</sup>.

---

<sup>10</sup> ALAIN BEITONE, CHRISTUNE DOLLO, JEAN-PIERRE GUIDONI, ALAIN LEGARDEZ « Dictionnaire des sciences économiques ». P 86.

### 2.3. Mesures de la croissance économique

Pour mesurer la croissance économique, on fait généralement référence à plusieurs agrégats économiques : le taux de croissance, le PNB, le PIB et la PPA

#### 2.3.1. Le taux de croissance

Est un indicateur exprimé en pourcentage qui permet de mesurer les variations d'une grandeur dans le temps. Autrement, le taux de croissance est le pourcentage de variations de la production de biens et de services d'une année à l'autre. Ce taux de croissance permet de faire la comparaison entre le bien-être économique national et international ainsi que de faire des prévisions sur l'évolution du cycle économique. Le taux de croissance se calcule comme suit :

$$\frac{[\text{Valeur de PIB de 2eme année} - \text{valeur de la PIB de la 1ère année}]}{\text{valeur de PIB de la 1ère année}} * 100$$

#### 2.3.2. Produit Intérieur Brut (PIB)

Comme le montre Romain.Ch : « le PIB est l'un des indicateurs statistiques les plus fréquemment utilisés pour estimer la situation économique d'un pays ».

Habituellement, la croissance économique se mesure à base du rythme auquel change le produit intérieur brut (PIB) après correction des effets inflationnistes et que l'on nomme PIB réel. Il est mesuré en volume ou à prix constants pour justement corriger les effets de l'inflation.

Le PIB nominal se définit comme la valeur marchande des biens et services produits par un pays. Il peut augmenter suite à une hausse de la production de biens et services, d'une hausse de leurs prix ou des deux.

Le PIB peut être mesuré selon trois optiques<sup>11</sup> : production, dépenses et revenu.

##### A. Optique production

PIB au prix du marché =  $\Sigma$  Valeur Ajoutée Brute<sup>12</sup> + impôt sur les produits - les subventions sur les produits.

##### B. Optique dépense

PIB au prix du marché = Dépense de consommation finale + Formation Brute de Capital Fixe + - variable des stocks + Exportation des biens et services - Importation des biens et services

---

<sup>11</sup> BERNARD.B, YVES.S, op cite, p36.

<sup>12</sup> VAB = Production Total - la consommation intermédiaire (calculée au prix de base).

### C. L'approche par revenus

PIB au prix du marché = Rémunération des salaires + Excédent Brut d'exploitation + Impôts sur la production et les importations – Subventions.

Le PIB est alors, un indicateur de référence pour évaluer et comparer les performances économiques des différents pays du monde, mais il n'est qu'une mesure globale qui reste insuffisante.

On raisonne généralement en termes de taux de croissance. Il est nécessaire de bien préciser la période de base sur laquelle le taux de croissance est défini ; ce sera le plus souvent l'année de base.

Le taux de croissance se définit alors comme la variation relative du PIB en volume d'une année sur l'autre. La formule de calcul, dans ce cas du PIB de l'année « n », est la suivante<sup>13</sup> :

$$\text{Taux de croissance du PIB} = \frac{PIB(n) - PIB(n-1)}{PIB(n-1)} * 100$$

#### 2.3.3. Les limites du PIB

L'indicateur de PIB reste cependant imparfait comme mesure de la croissance économique et du développement. Il est pour cela l'objet de plusieurs critiques<sup>14</sup> :

Le calcul du PIB ne prend pas en compte les services gratuits à l'intérieur des ménages qui, selon certaines estimations, pourraient représenter une proportion relativement élevée du PIB. Il ne mesure pas l'économie informelle.

Une croissance du PIB n'implique pas nécessairement une élévation du niveau de vie. En effet, si la croissance démographique est plus rapide que la croissance du PIB, le PIB par habitant diminue.

Les méthodes utilisées par les différents pays ne sont pas les mêmes rendant délicates les comparaisons internationales.

Enfin, si on raisonne en termes de bien-être, ces agrégats ne prennent pas en compte les phénomènes de pollutions et de destructions du patrimoine naturel.

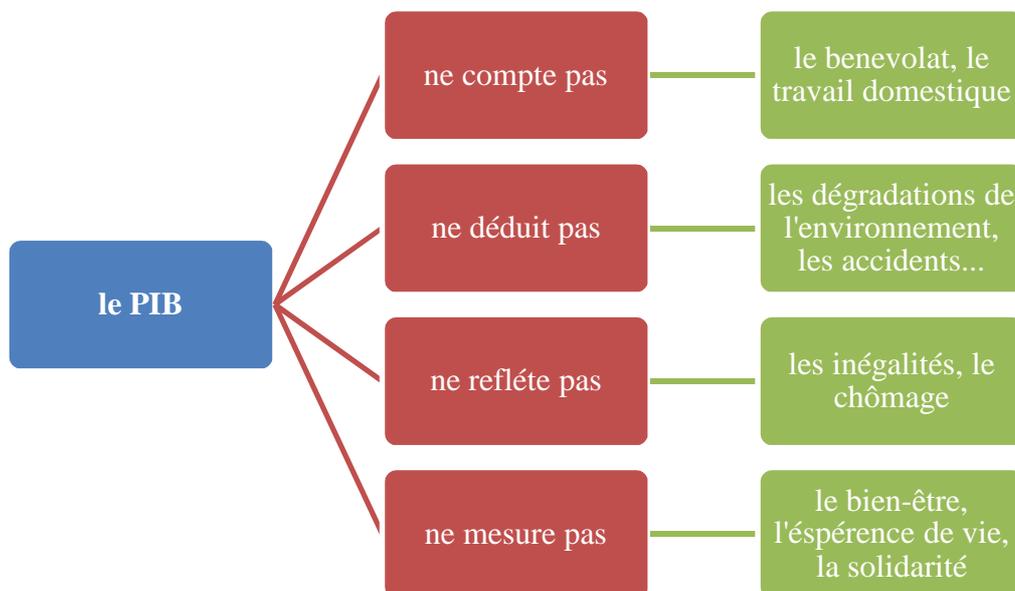
De plus, il s'agit d'un taux moyen qui n'intègre aucunement les modifications des inégalités de revenu.

---

<sup>13</sup> M.Nouschi, R,Bénichi, Op Cité,p 46.

<sup>14</sup> Murat Yildizoglu. « Modélisation de la dynamique économique ; Source de la croissance économique ». Volume 4. Université Montesquieu Bordeaux 1V-France. Décembre 2007, <http://Yildizoglu.u-bordeaux4.fr>

Schéma N°2 : Schéma sur les limites de la croissance



Source : Réalisé par nos soins.

### 2.3.4. Produit National Brut (PNB)<sup>15</sup>

Le PNB est un agrégat employé par certaines organisations internationales à des fins de comparaison entre les pays. Il repose sur le critère de nationalité. Il comptabilise la production des facteurs de production nationaux, qu'ils soient produits par les résidents ou les non-résidents. Il diffère du PIB par la prise en compte des revenus reçus ou versés, du reste du monde.

Le PNB est donné par la formule suivante :

$$\text{PNB} = \text{PIB} + (\text{revenus des facteurs du travail et du capital en provenance de l'extérieur} - \text{revenus des facteurs du capital et du travail versés à l'extérieur})$$

$$\text{PNB} = \text{PIB} + \text{revenus nets des facteurs versés au reste du monde}$$

### 2.3.5. Parité Pouvoir D'achat (PPA)

La parité du pouvoir d'achat PPA est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaires dans des pays différents pour se procurer le même bien ou service. Ce taux de conversion peut être différent du « taux de change ».

<sup>15</sup>BERNARD.B, YVES.S « Initiation a la macroéconomie» 9eme édition, Dunod, paris, 2007.

### 2.4. Les cycles de la croissance économique

Suivant l'évolution irrégulière de l'activité économique faite de phases de croissance forte à une croissance plus faible, ponctuées par des crises et parfois suivies de périodes d'instabilité économique et sociale, de nombreux auteurs notamment depuis le XIXe siècle ont cherché à découvrir des lois d'évolution en s'interrogeant sur les cycles économiques.

À long terme, des économistes ont observé une certaine régularité dans le rythme de la croissance économique et ont bâti la « théorie des cycles » afin de rendre compte des successions des phases et ainsi prévenir des crises et des reprises de l'économie.

#### 2.4.1. La notion du cycle économique

On peut définir un cycle économique comme un concept qui définissent l'ensemble des fluctuations, des mouvements récurrents et alternés de l'activité économique, d'amplitude et de périodicités régulières.

Burns et Mitchell(1946) économistes américains du NBER (National Bureau of Economic Research), en donnent une définition assez complète : « un cycle est composé d'expansions qui se produisent à peu près en même temps dans de nombreuses branches, suivies de récessions, de contractions et de reprises tout aussi généralisées qui se rejoignent dans la phase d'expansion du cycle suivant ».

Cette définition met en évidence l'irrégularité du processus de croissance. Le cycle est récurrent, ce qui signifie une répétition de la séquence passée. L'absence de périodicité signifie qu'il ne se reproduit pas à intervalles réguliers.

Un cycle économique <sup>16</sup> est caractérisé par quatre phases : l'expansion, la crise, la récession, la reprise

➤ **L'expansion :** Elle désigne une phase temporaire et réversible de l'activité économique, son taux de croissance est plus élevé que le *trend* (tendance annuelle moyenne) de longue période. Comme la production augmente, les entreprises ont d'importants besoins de main-d'œuvre et accordent des augmentations de salaire. Mais les entreprises veulent rattraper leurs coûts de production en hausse et gonflent leurs prix de vente. Les revenus augmentant, la demande croît rapidement, entretenant les tensions inflationnistes. La crise se prépare.

---

<sup>16</sup><https://www.letudiant.fr/boite-a-docs/telecharger/les-fluctuations-cycliques-dans-l-economie-2544>

➤ **La crise :** Elle désigne le retournement de conjoncture, elle est marquée le plus souvent par un krach boursier. Celui-ci entraîne une brusque contraction des moyens de paiement, donc une évolution négative de la demande. Cette inversion brutale de la tendance se propage rapidement d'un pays à l'autre.

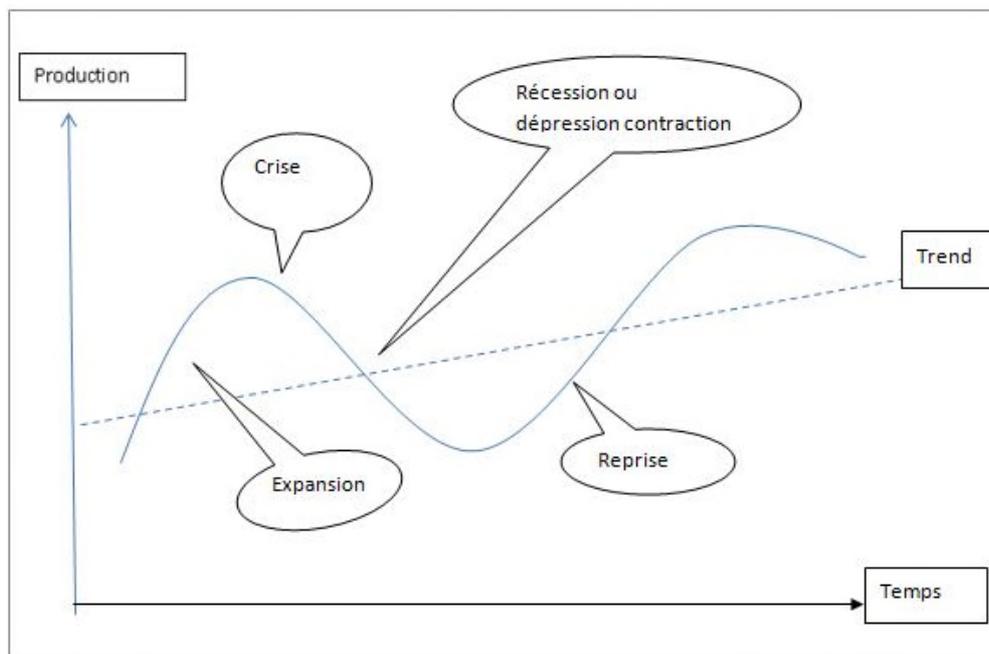
➤ **La récession ou la dépression :** La première désigne une phase du cycle économique marquée par un ralentissement de la croissance ou une croissance négative pendant deux trimestres consécutifs (définition américaine). La seconde correspond à une phase plus ou moins longue de contraction cumulative de la production. La production et les prix baissent; les revenus diminuent et le chômage augmente. Comme la demande a fortement baissé, les entreprises du secteur des biens de consommation éprouvent des difficultés à écouler leur production, donc baissent leurs prix de vente en rognant sur leurs marges.

Elles ne peuvent maintenir le même rythme d'investissement; les difficultés gagnent donc l'industrie des biens d'équipement.

Les embauches diminuent et le chômage s'accroît. La demande des travailleurs privés d'emploi est plus faible que s'ils étaient en activité, de même, les entreprises adaptent à la baisse leurs demandes de matières premières et de biens d'équipement. Donc la demande globale baisse encore; les entreprises les moins performantes ferment leurs portes, licenciant leurs salariés, et provoquant ainsi une nouvelle contraction de la demande globale, donc une nouvelle baisse de la production.

➤ **La reprise :** Elle marque l'entrée dans la période d'expansion d'un nouveau cycle. La reprise de l'activité correspond au point où les anticipations des entrepreneurs ne peuvent plus être pessimistes. Les entreprises survivantes ne peuvent tabler que sur une croissance de la production et se préparent en rachetant des concurrentes, en acquérant de nouvelles machines, en embauchant de nouveaux salariés... Ce faisant, elles augmentent les moyens de paiement en circulation dans l'économie et créent les conditions d'une nouvelle phase d'expansion.

Figure N°1 : les phases d'un cycle économique



Source : réalisé par nos soins.

### 2.4.2. La typologie des cycles

Trois cycles peuvent être distingués en fonction de la durée :

#### ➤ Les cycles longs ou cycles de Kondratieff

Un cycle de Kondratieff<sup>17</sup> est un cycle économique de l'ordre de 40 à 60 ans aussi appelé cycle long. Il présente deux phases distinctes : une phase ascendante (phase A) et une phase descendante (phase B).

En phase **A** : les prix, la croissance de l'activité, la production et l'emploi varient dans le même sens à la hausse.

En phase **B** : les prix baissent (car il y a excès d'offre parallèlement à une baisse de la demande) ainsi que les taux d'intérêt (la baisse de la consommation et des investissements entraîne une baisse de la demande de monnaie, l'on assiste non pas à une défaillance déflation, mais à une stagflation. Ce qui permet une purge du système et prépare le terrain pour une nouvelle phase de croissance. Ce sont deux phases d'une durée analogue d'à peu près un quart de siècle.

<sup>17</sup> Ce cycle a été mis en évidence dès 1926 par l'économiste Nikolai Kondratieff dans son ouvrage. Les vagues longues de la conjoncture.

### ➤ **Les cycles moyens ou cycles des affaires (Juglar)**

Un cycle des affaires est un cycle économique de l'ordre de 7 à 11 ans, aussi appelé cycle Juglar dans lequel il présente un cycle qui n'a que trois phases du cycle économique traditionnel : expansion, crise et dépression.

Sont liées au comportement d'investissement des entreprises. C'est-à-dire dans une période d'expansion, les entreprises investissent et se dotent de capacités de production considérables et qui deviennent des surcapacités dès que la demande croît moins vite, d'où un ralentissement de l'effort d'investissement, qui entraîne une réduction de la production (effet multiplicateur négatif), d'où une montée du chômage, une nouvelle baisse de la demande, donc de l'investissement, etc.

### ➤ **Les cycles courts ou cycles de Kitchin**

Un cycle Kitchin est un cycle économique de l'ordre de 3 à 4 ans lié au comportement des entreprises vis-à-vis des stocks. Ainsi en période d'expansion, les entreprises ont une double préoccupation : offrir sur le marché une production correspondante au niveau de la demande et constituer des stocks de sécurité pour parer à toute pénurie. En période de récession, celles-ci réduisent non seulement leur production, mais procédant également au déstockage ce qui provoque et accentue le ralentissement de l'activité.

## **2.5. Les éléments moteurs de la croissance économique**

### **2.5.1. La consommation des ménages**

Les « dépenses de consommation finale des ménages » désignent l'achat et l'usage de biens et de services privés et collectifs : c'est la « demande intérieure ». Les consommations privées sont payées directement par les ménages, les consommations collectives sont acquittées indirectement par l'impôt. Exemples : habitation, transport, automobiles, loisirs, éducation, etc.

### **2.5.2. L'investissement**

L'investissement désigne toute dépense visant à élever le niveau de capital d'un agent économique (les entreprises, les administrations publiques et les ménages). L'investissement des entreprises est destiné à augmenter leur capital productif matériel (locaux, machines, outils...) et immatériel (brevets, innovations, savoir-faire, réputation, image de marque...). Les administrations publiques investissent majoritairement dans des infrastructures : écoles, hôpitaux, ponts, routes...etc. L'investissement des ménages prend une seule forme : les achats immobiliers.

### 2.5.3. Le commerce extérieur (exportation et importation)

➤ **Les exportations** désignent la vente à un agent économique résident à l'étranger, d'un produit ou d'un service fabriqué en France (que l'entreprise soit française ou non). Elles constituent la « demande extérieure ». Par exemple l'entreprise japonaise Toyota fabrique des voitures en France, vendues en Belgique : c'est une exportation française. L'entreprise française Dacia/Renault fabrique des voitures au Maroc, vendues en Espagne. C'est une exportation marocaine.

➤ **Les importations** désignent l'achat à un agent économique résident à l'étranger, d'un produit ou d'un service. Elle correspond à un produit consommé (ex. : un téléphone mobile coréen) ou investi (ex. : une machine allemande).

L'Interdépendance des moteurs et de la croissance économique permet d'augmenter la confiance des ménages, réduit le chômage, offre plus de travail, plus de production et donc croissance du PIB. De même, elle augmente le niveau de confiance des entreprises par l'investissement, l'offre des débouchés et des perspectives de développement aux entreprises pour qu'elles soient plus compétitives (prix, qualité, innovation) à l'intérieur du pays où elles exercent leurs activités ou aux marchés extérieurs (commerce extérieur).

Outre l'épargne, deux des trois moteurs (ménages et entreprises) sont alimentés par le crédit bancaire et les marchés financiers. Les Banques font des crédits en créant de la monnaie, contre l'obligation de rembourser et de verser des intérêts. Les marchés financiers confient des capitaux (actions) ou prêtent des capitaux (obligations)

## 2.6. Les facteurs de la croissance économique

Le capital et le travail furent les deux facteurs de production privilégiés par les premières explications de la croissance économique. C'est uniquement après la Seconde Guerre mondiale que l'intérêt s'est porté sur le progrès technique et autre facteur explicatif<sup>18</sup>.

### 2.6.1. Facteur travail (capital humain)

Dans une économie, le travail est représenté par la totalité des forces disponibles et susceptibles d'agir sur la production et la création de la richesse. Il s'agit des capacités physiques et des capacités intellectuelles que les agents économiques acceptent de mettre en œuvre pour la satisfaction de leurs besoins.

---

<sup>18</sup> BERNARD.B, YVES.S, op cite, P 504.

En d'autres termes, le capital humain est l'ensemble des capacités productives d'un individu qui inclue ses connaissances générales et spécifiques. Ainsi la formation et l'expérience des individus sont considérées comme une forme de capital humain<sup>19</sup>.

Intuitivement, on peut alors distinguer les facteurs humains selon deux axes dont l'un correspond à la dimension quantitative et l'autre à la dimension qualitative:

- Par **dimension quantitative** on fait explicitement référence à la population ou plus exactement à la main d'œuvre disponible. Cette variable correspond au facteur travail tel qu'usuellement considéré. Son incidence sur la croissance apparaît naturellement positive.
- Par **dimension qualitative** on entend l'ensemble des éléments propres aux individus, qui caractérisent leur force productive. Autrement dit, il s'agit du capital humain par tête. Le niveau d'éducation et la santé des individus apparaissent ainsi comme les principaux éléments qualifiant la main d'œuvre.

Suivant la définition précédente, le capital humain peut être considéré comme une technologie incorporée aux individus. Il offre donc une double contribution à la croissance : directement par l'adjonction de bras ; indirectement par la diffusion des idées.

Les modèles théoriques du capital humain sont construits selon l'hypothèse que les connaissances et les compétences des individus augmentent la productivité et accroissent la capacité économique du pays, lui permettant par conséquent d'adopter et de développer de nouvelles technologies (Angel de la Fuente, 2011).

En effet, le savoir est devenu un élément intrinsèque de la productivité des agents et des nations. Le développement du capital humain constitue à la fois un outil essentiel pour assurer une croissance économique durable et un moyen de lutte contre la pauvreté. Le capital humain est un facteur cumulable comme le capital physique, et son accumulation détermine la capacité des gains, les perspectives d'emploi des individus et le niveau de répartition du revenu dans la collectivité.

Dans une revue économique de l'OCDE en 2002, des études empiriques ont montré qu'il existe une relation positive entre les dépenses consacrées à l'éducation et l'augmentation du revenu tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Dans ce sens, l'État peut jouer un rôle important dans le financement des investissements dans le domaine de l'éducation, de l'enseignement, des infrastructures publiques.

---

<sup>19</sup>Andrea Bassanini et Stefano Scarpetta ; les moteurs de la croissance dans les pays de l'OCDE : analyse empirique sur des données en panel ; 2001 ; Revue économique de l'OCDE n°33, p12.

### 2.6.2. Facteur capital

Le capital regroupe l'ensemble des actifs financiers et non financiers détenus par les agents économiques à un moment donné.

En d'autres termes, le facteur capital est constitué de l'ensemble des biens tels que les bâtiments, machines, outillages utilisés durablement dans la production. On parle aussi de capital physique.

Comme le facteur travail, le facteur capital peut croître en quantité et en qualité. En ce qui concerne la quantité, portant essentiellement sur le capital technique, il s'agit de la multiplication des machines qui facilitent le travail à l'homme. De plus, l'augmentation des capitaux facilite l'investissement qui favorise la croissance.

L'amélioration de la qualité du capital est le résultat du progrès technique appliqué au processus de production qui permet, notamment, de renouveler ou d'augmenter le stock du capital productif. Les entreprises peuvent, donc, investir davantage en réalisant un investissement de capacité qui contribue à l'augmentation de la productivité et à la croissance.

Par exemple, un matériel informatique sophistiqué permet d'augmenter la productivité horaire d'un secrétaire (J.O. HAIROLT, 2004).

Le financement de ce capital (actions, obligations...) est appelé capital financier.

On peut, donc, affirmer que les facteurs de production (capital et travail) sont nécessaires à la croissance économique, mais ne sont pas suffisants pour l'expliquer.

### 2.6.3. Le progrès technique

Le progrès technique se définit comme tout ce qui rend la combinaison capital-travail plus performant et tous les progrès dont d'agencer les activités humaines. Alors, il recouvre un ensemble d'éléments particulièrement vaste.

Il provient de la combinaison de trois domaines de recherche essentiels :

**A. La recherche fondamentale** : elle correspond à un approfondissement général des connaissances du monde scientifique :

**B. La recherche appliquée** : elle est liée directement à des besoins cruciaux du marché par exemple la création de nouveaux produits ;

**C. La recherche-développement** : elle est abordée comme un investissement immatériel des entreprises ; qui a pour but d'aboutir à la commercialisation d'une nouveauté, soit au niveau des processus de production, ou au niveau des produits (transfert des technologies).

Schumpeter est l'un des premiers auteurs à s'être intéressé au rôle du progrès technique dans la croissance de la productivité. Selon lui, les innovations engendrent le développement en donnant naissance à de nouveaux produits, à de nouvelles méthodes d'organisations, etc.

Les dépenses en recherche et développement sont à l'origine du progrès technique. Elles représentent un investissement dans le savoir. Celui-ci se traduit par l'élaboration de nouvelles technologies ou une utilisation plus efficiente des facteurs de production (capital physique et humain). De ce fait, l'État joue un rôle important dans l'accumulation du progrès technique en offrant des avantages aux entreprises afin de les encourager (financement des dépenses en recherche et développement) (A. BASSANINI et S. CARPETA, 2001).

Dans le modèle de Solow<sup>20</sup>, le progrès technique est considéré comme facteur qui permet d'améliorer la productivité pour une même valeur des facteurs de production. Il s'agit d'accroître la production, notamment par une meilleure prise en compte des conditions environnementales.

### 2.7. Les autres facteurs explicatifs de la croissance économique

Il existe d'autres facteurs explicatifs de la croissance économique de plus à ceux indiqués précédemment tels que :

**A. Le rôle de l'État :** L'État, par son action, peut contribuer à la croissance économique par le soutien à l'économie de plusieurs façons, essentiellement, en :

- Mettant en place des infrastructures ;
- Promouvant la concurrence en luttant contre les monopoles ;
- Formant la population pour augmenter le capital humain ;
- Mettant en place des pôles de compétitivité ;
- Contribuant à la relance de la demande via ses dépenses publiques.

**B. La conjoncture :** Du fait que la croissance repose sur une monnaie stable, une inflation maîtrisée, une épargne suffisante et une consommation soutenue.

**C. Les éléments socioculturels :** Sont présentés par l'activité économique et qui reposent sur la volonté des hommes à accéder un développement.

---

<sup>20</sup>Est l'un des principaux modèles de la théorie de la croissance économique développé par Robert Solow de l'économie néoclassique.

### Conclusion

À la lumière de ce chapitre, nous avons présenté la notion de la croissance économique, ses différents modèles et les théories explicatives de cette notion. Dans un premier temps, nous avons souligné que la croissance économique est l'objet fondamental de la recherche depuis Adam Smith (1776). Les théories de la croissance démographique et sa relation avec la croissance économique dans un deuxième temps et enfin la notion du progrès technique comme facteur à connotation exogène et endogène à la croissance.

Ainsi, la croissance est un processus élémentaire dans toutes les économies du monde, d'où l'importance accordée par beaucoup d'économistes et des gouvernements. Elle transforme la vie des populations dans la mesure où elle crée davantage de biens et de services afin de satisfaire les besoins des hommes vivant en société.

**Chapitre II**  
**LIENS ENTRE CROISSANCE ET**  
**DEVELOPPEMENT**

### Introduction

La croissance économique caractérise l'augmentation durable de la richesse produite, ou l'accroissement de la production globale sur un territoire ou dans une économie nationale. Cette augmentation (qui peut être irrégulière et subir des fluctuations) est un phénomène quantitatif qui peut être mesurée en volume ou en valeur par l'évolution d'agrégats tel que le PIB.

Le développement est un mouvement continu sur le long terme, de nature qualitative et quantitative, qui modifie durablement les structures économiques, sociales et démographiques de la société. Cependant le développement s'appuie sur la croissance, et la prolonge en modifiant sa nature et ses effets.

Dans ce chapitre, il s'agit de présenter le concept de développement sous ses multiples dimensions et son aspect évolutif à travers l'histoire et le lien qu'entretient ce dernier avec la croissance économique et vice versa.

### Section 01 : Aperçu sur le concept de développement

Avec la révolution industrielle qui touche l'Angleterre, puis les pays d'Europe, au XVIII<sup>e</sup> siècle et XIX<sup>e</sup> siècle, marque le début d'une longue période d'un processus continu d'accroissement de l'activité économique qui rompt avec la très lente évolution des siècles précédents, d'où l'intérêt de certains penseurs pour l'étude des phénomènes économiques.

« Durant le siècle qui suivit la publication de la Richesse des Nations d'Adam Smith, le développement du capitalisme a été au centre de la pensée économique, c'était la préoccupation fondamentale de l'économie politique classique »<sup>1</sup>.

Par la suite, le processus de croissance manifestant une tendance à l'auto-entretien, la théorie économique a pu se désintéresser des problèmes spécifiques du développement au profit d'analyses centrées sur les conduites des producteurs individuels et des consommateurs sur des marchés parfaits ou imparfaits ainsi que ...l'instabilité cyclique du capitalisme »<sup>2</sup>. « A la même période, à la suite des premiers jalons jetés par Marx, la pensée Marxiste élaborera la théorie de l'impérialisme mais celle-ci, si essentielle qu'elle

---

<sup>1</sup> Osvaldo Sunkel : « L'évolution de la pensée en matière de développement, Exposer général » ; dans : L'évolution de la pensée sur le développement : Bulletin de liaison de l'OCDE, num 1, 1997, p.11.

<sup>2</sup> Ibidem p.11.

soit pour la compréhension du sous-développement, ne constitue que l'introduction à l'analyse de celui-ci » (G.DESTANNE DE BERNIS, 1974).

Ce n'est qu'après la Deuxième Guerre Mondiale que le développement reprend sa place au sein de la pensée économique. Mais il s'agit, dès lors, du développement des pays n'ayant pas atteint le stade industriel que l'on qualifie alors de sous-développés.

### 1.1. Le développement économique

Dans la phase de construction de la pensée par les pionniers du développement, croissance économique et développement étaient synonyme. Le développement signifiait l'obtention d'une croissance économique significative sur une longue période. Ainsi, dans son ouvrage, les étapes de la croissance économique, Rostow définit le processus universel de développement des nations à partir de la croissance. La sortie du sous-développement implique avant tout un grand effort d'investissement. Le concept de développement est réduit à sa dimension économique : la croissance du revenu réel par habitant dans les pays du sud.

#### 1.1.1. Les étapes du développement économique de W.W. ROSTOW

Dans *The Stages of Economic Growth: A non-communist manifesto* (1960), Walt Whitman Rostow définit de manière linéaire les cinq étapes du développement économique d'un pays industriel :

**A. La société traditionnelle :** elle ne vit que de l'exploitation de la terre, elle est relativement hostile au progrès et les hiérarchies sociales sont rigides. Sa lente évolution l'amène progressivement à l'étape suivante ;

**B. les conditions préalables au décollage :** le changement est plus facilement accepté, ce qui permet à la croissance économique de dépasser la croissance démographique, grâce à la révolution agricole notamment. Des bouleversements politiques et religieux s'y produisent (la Réforme, la révolution anglaise, la guerre d'indépendance des États-Unis, la Révolution française, etc.) ;

**C. Le décollage (ou *take-off*) :** c'est l'étape décisive, le moment où la croissance devient un phénomène auto-entretenu. Le décollage provient d'une forte hausse de l'investissement, de la mise en place d'institutions politiques et sociales favorables à l'expansion et du développement de secteurs moteurs dans l'industrie qui ont un effet d'entraînement significatif en amont et répondent à une demande dynamique

**D. La maturité :** elle correspond à la seconde révolution industrielle : les niveaux de vie s'améliorent sensiblement. L'économie finit par trouver sa place dans l'économie internationale : le pays produit les biens qu'il importait autrefois ; de nouveaux besoins d'importation se manifestent, et de nouveaux produits apparaissent parmi les exportations pour équilibrer les échanges.

**E. La consommation de masse :** c'est l'étape ultime de la société, où la production de biens de consommation durables et les services deviennent progressivement les principaux secteurs de l'économie.

### 1.1.2. La critique de la théorie de ROSTOW

Dans *Economic backwardness in historical perspective (1962)*, Alexander Gerschenkron critique la théorie de Rostow. Il regrette notamment la vision unique d'un modèle de développement qui serait valable dans tous les pays. Or certains pays tels que l'Allemagne, la Russie, les États-Unis ou le Japon, en connaissant des décollages plus tardifs, profitent d'un triple avantage sur les pays précurseurs :

**A.** l'intervention volontariste de l'État pour combler son retard ;

**B.** la protection du marché intérieur tout en développant massivement les exportations à travers une politique commerciale conquérante ;

**C.** la possibilité de bénéficier de l'avance technologique à travers la copie, la Chine par exemple.

### 1.2. La croissance et le développement

Les économistes ont été amenés à distinguer le développement et la croissance. Selon François Perroux, la croissance est « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension : pour une nation, le produit global net en termes réels ». Par contre, « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux qui rendent la nation apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel global » (F. Perroux, 1964).

Même si le développement implique la croissance, il ne peut se réduire à celle-ci. La croissance, selon J.F. LEGOUTE « représente certes la dimension prédominante du concept, mais ne suffit pas pour rendre compte des autres dimensions que le développement incorpore. La croissance est d'ordre quantitatif et se traduit par l'augmentation des grandeurs économiques, considérée comme l'une des multiples composantes du phénomène complexe qu'est le développement. Même si la croissance

demeure le préalable à tout effort de développement dans la mesure où toute amélioration du niveau de vie ou du bien-être social passe nécessairement par l'augmentation des quantités produites et l'accroissement correspondant des revenus, il s'avère important de préciser que le développement est bien plus que la croissance. Le développement, au-delà du concept de croissance qui est d'ordre quantitatif et mesurable, postule aussi des idées de qualité qui, d'ailleurs, échappent à toute mesure et débordent le champ de l'analyse économique. Il implique une hausse du bien-être social, des changements dans les structures (la qualification de la main-d'œuvre s'accroît, l'organisation de la production se complexifie) et finalement une mutation de la société toute entière. Il passe comme le souligne Frédéric Teulon, par l'urbanisation, l'industrialisation, l'alphabétisation et la formation et produit au confluent de cette combinaison un système plus efficace (par accumulation de richesses) où les besoins humains se révèlent mieux satisfaits » (J.R.LEGOUTE, 2001).

Ainsi, le concept de développement apparaît plus englobant que celui de croissance, en ce sens qu'il implique la croissance mais au-delà, met l'accent sur la satisfaction des besoins fondamentaux, la réduction des inégalités, du chômage et de la pauvreté. Le développement ne peut s'opérer sans croissance mais « *une croissance sans développement* » est envisageable pour certains.

### 1.3. Le développement : dimension socioculturelle

A la fin des années 1960, s'opère une rupture par rapport à la vision et aux pratiques antérieures du développement caractérisées par un économisme technocratique. Le développement devient « la projection du désir devenu la projection du désir et du délire du tiers monde, toutes les constructions possibles pourraient s'abriter désormais derrière ce concept qui, vidé de son contenu réel/rationnel perd toute rigueur et devient le point de mirage de toutes les aspirations » (S. LATOUCHE, 1986).

« Ainsi, le concept de développement, en intégrant le social et l'humain, subit une véritable révolution sémantique exclusivement économique qui le simplifiait outrancièrement, on associera désormais des épithètes qui témoignent du droit à l'expression des valeurs culturelles des civilisations issues de l'histoire et des situations sociales spécifiques des sociétés émergentes. Ainsi, à la notion de self-reliance, d'autonomie ou développement autocentré qui fit son entrée dans la littérature du développement, se succèdent les concepts de développement endogène , développement solidaire, communautaire, intégré,

authentique, autonome, et populaire, durable, humain, harmonisé, participatif, globale, l'écodéveloppement, l'endo-développement, l'ethno développement et pour finir, le développement socialiste »(J.R.LEGOUTE, 2001).

Ces qualificatifs accolés au terme développement traduisent la nécessité d'intégrer de nouvelles dimensions dans le processus de développement qui doit bénéficier à l'ensemble des populations. Ces expressions intègrent dans bien des cas une dimension idéologique qui suggère les objectifs à atteindre ainsi que les voies pour y parvenir.

### 1.4. Le développement humain(DH)

Dans le RMDH de 2001, le PNUD propose la notion de développement humain : « Le développement humain ne se limite pas, loin s'en faut, à la progression ou au recul du revenu national. Il a pour objectif de créer un environnement dans lequel les individus puissent développer pleinement leur potentiel et mener une vie productive et créative, en accord avec leurs besoins et leurs intérêts. La véritable richesse des nations, ce sont leurs habitants. Le rôle du développement consiste donc à élargir les possibilités, pour chacun, de choisir la vie qui lui convient. Ce concept dépasse ainsi largement celui de croissance économique. En effet, celle-ci n'est qu'un moyen – aussi important sois-t-il – d'accroître ces choix ».

Le concept de développement humain traduit une préoccupation ancienne : placer l'homme au centre du processus de développement.

### 1.5. Le développement durable/soutenable

Le concept de développement durable est apparu avec la publication du rapport Brundtland<sup>3</sup> (1987). Selon ce rapport, « le développement durable répond aux attentes des générations présentes à satisfaire leurs besoins sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Le développement durable postule qu'un développement à long terme n'est viable qu'en conciliant trois aspects indissociables :

- Le respect de l'environnement ;
- L'équité sociale ;
- La rentabilité économique.

---

<sup>3</sup> : Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED), 1988. *Notre avenir à tous*, Editions du Fleuve/les publications du Québec, Montréal.

Concrètement, le développement durable met en lumière la nécessité de maintenir ou d'améliorer la qualité de l'environnement naturel, d'assurer la pérennité des ressources, de réduire les différences de niveau de vie des populations, de favoriser l'autosuffisance des communautés, et de permettre le transfert des connaissances ou des richesses (y compris les richesses naturelles) d'une génération à l'autre.

### 1.6. La décroissance

Un courant plus radical critique la notion de développement durable et propose non pas une croissance zéro<sup>4</sup>, mais la décroissance.

Dans « A bas le développement durable ! vive la décroissance conviviale ! », Serge Latouch expliquait que « Pour les uns, le développement soutenable/durable, c'est un développement respectueux de l'environnement. L'accent est alors mis sur la préservation des écosystèmes. Le développement signifie dans ce cas, bien-être et qualité de vie satisfaisants, et on ne s'interroge pas trop sur la compatibilité des deux objectifs, développement et environnement. Cette attitude est assez bien représentée chez les militants associatifs et chez les intellectuels humanistes. La prise en compte des grands équilibres écologiques, doit aller jusqu'à la remise en cause de certains aspects de notre modèle économique de croissance, voire même de notre mode de vie. Cela peut entraîner la nécessité d'inventer un autre paradigme de développement (encore un ! mais lequel ? on n'en sait rien). Pour les autres, l'important est que le développement tel qu'il est puisse durer indéfiniment. Cette position est celle des industriels, de la plupart des politiques et de la quasi-totalité des économistes ».

En fait, Nicholas Georgescu-Roegen affirme que le développement « ne peut en aucun cas être séparé de la croissance économique ». Or, « la société de croissance n'est pas souhaitable pour au moins trois raisons : elle engendre une montée des inégalités et des injustices, elle crée un bien-être largement illusoire ; elle ne suscite pas pour les « nantis » eux-mêmes une société conviviale, mais une anti-société malade de sa richesse ».

Dans ces conditions, la décroissance devient une nécessité. « Le mot d'ordre de la décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance. En particulier, la décroissance n'est pas la croissance négative, expression antinomique et absurde qui voudrait dire à la lettre : « avancer en

---

<sup>4</sup> On se rappelle de la publication en 1972, du rapport de club de Rome (ou rapport Meadows) *Halte à la croissance ?* Qui introduisait la notion de « croissance zéro ». Les tenants de la décroissance estiment que cet objectif est insuffisant.

reculant »... la décroissance n'est donc envisageable que dans une « société de décroissance » dont il convient de préciser les contours [...] On peut, s'inspirant de la charte « consommations et styles de vie » proposée au forum des organisations non gouvernementales (ONG) de Rio lors de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992, synthétiser tout cela dans un programme en six « r » : réévaluer, restructurer, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler. Ces six objectifs interdépendants enclenchent un cercle vertueux de décroissance sereine, conviviale et soutenable. On pourrait même allonger la liste des « r » avec : rééduquer, reconvertir, redéfinir, remodeler, repenser, etc., et bien sûr relocaliser, mais tous ces « r » sont plus ou moins inclus dans les six premiers» (S. LATOUCHE, 2003).

La décroissance implique un changement radical de modèles de consommation, de production et de mode de vie en général. Pour ce faire, selon le même auteur, il faut « littéralement sortir de l'économie. Cela signifie remettre en cause sa domination sur le reste de la vie, en théorie et en pratique, mais surtout dans nos têtes». Il faut donc créer un « homme nouveau », comme d'aucuns ont déjà tenté de le faire par le passé.

### 1.7. Le développement : dimension politique

« Partant de l'idée que le développement implique une politique systématique et cohérente de l'Etat dans le but de promouvoir le progrès économique et sociale d'un peuple, il devient clair que le contenu du concept ne saurait, en aucun cas, se dissocier des impacts produits par l'intervention des pouvoirs publics dans le processus de développement» (J.R.LEGOUTE, 2001).

La dimension politique du développement se focalise autour du rôle de l'Etat au sein du processus de développement. Ce rôle a fait l'objet de grands débats. La contre-révolution néoclassique a tout d'abord prôné la réduction drastique du rôle de l'Etat au profit du marché. Devant les échecs, les néoclassique ont du au moins implicitement reconnaître la dimension politique du développement notamment à travers la « *bonne gouvernance* ».

Au total, le développement se présente comme un phénomène dynamique complexe et multidimensionnel.

### Section 02 : Le développement humain

L'être humain joue un rôle prépondérant dans le phénomène économique, politique et social. Grâce à son esprit d'organisation, d'entreprise, de créativité et une bonne gestion et de la transparence de la finance publique. Dès lors le DH est considéré comme une clé d'ouverture de tout processus de développement.

Depuis longtemps le PIB/hab est utilisé comme référence principale pour établir des comparaisons internationales en termes de richesses produites. Il apparaît à présent très insuffisant car, premièrement, il ne rend pas compte de la répartition du revenu global d'une nation, par conséquent il cache les inégalités internes ; deuxièmement, dans sa mesure de la richesse, il ne mesure pas réellement le développement dont il n'est qu'une composante.

#### 2.1. Notion de développement humain

La notion de Développement Humain est apparue à titre de parallélisme avec la notion de développement économique. Elle considère que le bien-être des humains ne se limite pas aux seuls besoins matériels et aux revenus.

Selon le PNUD : « Le développement humain est un processus qui conduit à l'élargissement des choix offerts à chacune et à chacun. Mais le développement humain est aussi l'objectif ; il est à la fois un processus et un résultat. Pour qu'il y ait développement humain, les individus doivent influencer sur les processus qui déterminent leur vie. Dans ce contexte, la croissance économique est un facteur important du développement humain mais elle n'en est pas la finalité » (PNUD, *Bureau du RDH de 2016*).

Le DH est le reflet de la qualité de vie des hommes au sein de la société dans laquelle ils vivent et évoluent : il inclut la notion de « bien-être », en s'appuyant sur certains articles de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948<sup>5</sup> :

« Art. 22 — Toute personne [...] a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité [...].

Art. 23 — Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage [...]

---

<sup>5</sup> <http://www.vedura.fr/social/developpement-humain/declaration-universelle-droits-homme/> consulté le 20 aout 2018.

*Art. 24* — Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

*Art. 25* — Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. [...]

*Art. 26* — Toute personne a droit à l'éducation. [...] L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations unies pour le maintien de la paix.

*Art. 27* — Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent ».

Finalement, le bien-être des humains ne peut être résumé tout juste au niveau de revenus et à l'économie : il prend en considération des facteurs sociaux, culturels, éducatifs et de santé.

Le PNUD, selon le RMDH 2001, propose la notion de développement humain en la définissant comme suit :

« Le développement humain ne se limite pas, loin s'en faut, à la progression ou au recul du revenu national. Il a pour objectif de créer un environnement dans lequel les individus puissent développer pleinement leur potentiel et mener une vie productive et créative, en accord avec leurs besoins et leurs intérêts. La véritable richesse des nations, ce sont leurs habitants. Le rôle du développement consiste donc à élargir les possibilités, pour chacun, de choisir la vie qui lui convient. Ce concept dépasse ainsi largement celui de croissance économique. En effet, celle-ci n'est qu'un moyen — aussi important soit-il — d'accroître ces choix ».

### 2.2. L'IDH

Le plus connu des indicateurs dits **alternatifs** au PIB est sans nul doute l'IDH. Ce succès s'explique partiellement par le soutien d'Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998 et

qui est le père du Rapport Mondial sur le Développement Humain (RMDH) réalisé par le PNUD chaque année depuis 1990, qui longtemps était sceptique et qui a fini par reconnaître son utilité : « Nous avons besoin d'une mesure, disait Mahbub, aussi simple que le PNB - un seul chiffre - mais qui ne soit pas aussi aveugle que lui face aux aspects sociaux de la vie humaine. Mahbub espérait non seulement que l'IDH améliorerait, ou du moins compléterait utilement le PNB, mais aussi qu'il susciterait un intérêt pour les autres variables qui sont amplement analysées dans le Rapport mondial sur le développement humain. Mahbub avait tout à fait raison en cela, je dois l'admettre, et je me réjouis que nous n'ayons pas essayé de l'empêcher de chercher une mesure sommaire »<sup>6</sup>.

Depuis 1990, le PNUD publie chaque année l'Indice de Développement Humain (IDH) dans son Rapport sur le Développement Humain (RDH). L'IDH se présente comme une tentative d'évaluation synthétique du niveau de développement atteint par les pays.

Sa construction, inspirée par les travaux d'Amartya Sen, répond à l'insuffisance de la mesure de la seule richesse monétaire (typiquement mesurée par le produit intérieur brut par habitant) pour évaluer le niveau de « bien-être » des populations. Avec la richesse monétaire, l'IDH prend en effet en compte deux autres aspects essentiels du développement humain : la santé et l'éducation<sup>7</sup>.

L'IDH prend en compte trois aspects essentiels du développement : la richesse matérielle (niveau de vie), la santé (espérance de vie à la naissance) et l'éducation.

Il est calculé par la moyenne de trois indices quantifiant respectivement (RDH 2010) :

- **La santé / longévité** (mesurées par l'espérance de vie à la naissance), qui permet de mesurer, de manière indirecte, la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux ;
- **le savoir ou niveau d'éducation** : Il est mesuré par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire. Il traduit la satisfaction des besoins immatériels tels que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société ;

---

<sup>6</sup><https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2003-1-page-259.htm/> consulté le 22 aout 2018.

<sup>7</sup>[https://www.researchgate.net/profile/Michael\\_Goujon/publication/L'indice\\_de\\_developpement\\_humain\\_une\\_evaluation\\_pour\\_Mayotte/links/pdf/](https://www.researchgate.net/profile/Michael_Goujon/publication/L'indice_de_developpement_humain_une_evaluation_pour_Mayotte/links/pdf/) consulté le [24 /08/ 2018].

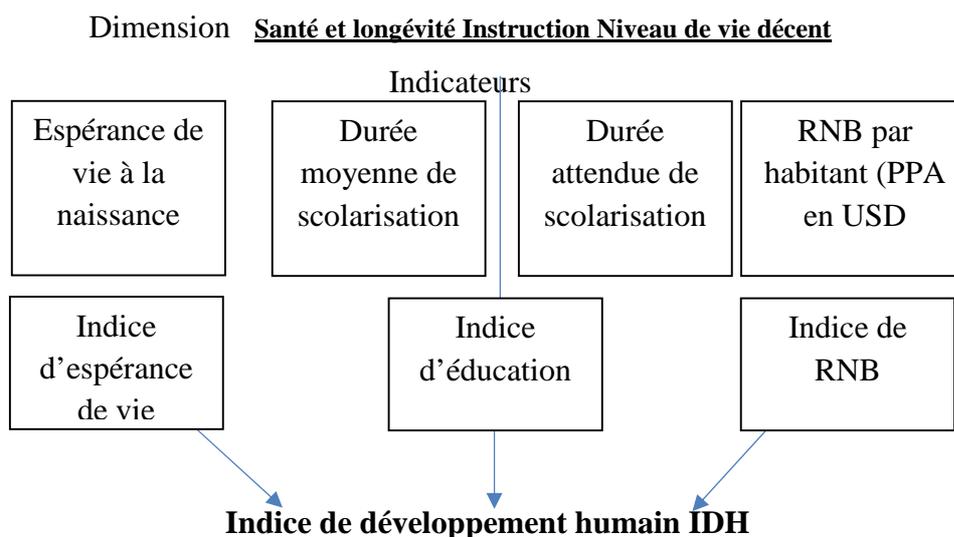
## Chapitre II: Liens entre croissance et développement

➤ **le niveau de vie** : mesuré par le logarithme du revenu brut par habitant en parité de pouvoir d'achat, afin d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture.

**Durée attendue de scolarisation** : Nombre d'années de scolarisation, dont un enfant d'âge d'entrée à l'école peut espérer bénéficier, si les taux de scolarisation par âge devaient demeurer inchangés tout au long de la vie de l'enfant.

**Durée moyenne de scolarisation** : Moyenne du nombre d'années d'éducation dispensées à des adultes de 25 ans ou plus au cours de leur vie, en se fondant sur les niveaux d'éducation de la population convertis en années de scolarisation sur la base des durées théoriques de chaque niveau d'enseignement suivi.

### Schéma N°03 : Les indices du développement humain



Source : réalisé avec nos soins à partir de PNUD (2011).

Le PNUD précise que « la composition et la méthodologie pour établir cet indice sont susceptibles d'être revus tous les ans, et donnent lieu à l'établissement d'une note permettant de comprendre ces variations. Ainsi, le premier indice tenait compte du niveau d'alphabétisation. D'autre part, la composante du niveau de vie était initialement représentée par le PIB par habitant. Cette composante a évolué au fil du temps, pour

devenir le revenu brut par habitant en parité de pouvoir d'achat»<sup>8</sup> ce qui permet de prendre en compte les transferts monétaires venant de l'étranger ainsi que l'aide étrangère.

Le PNUD indique que les données sur l'espérance de vie à la naissance sont fournies par le Département des Affaires économiques et sociales de l'ONU, les années de scolarisation moyennes et les années de scolarisation escomptées par l'Institut de statistique de l'UNESCO et le RNB par habitant de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).

### 2.3. Le principe du calcul de l'IDH

Entre 1991 et 2009, le calcul de l'IDH s'effectuait sur une base d'une moyenne arithmétique des trois indices (longévité, niveau d'éducation et niveau de vie). Désormais, depuis le Rapport pour le Développement Humain 2010, il se calcule comme la moyenne géométrique de trois indices qui le composent afin d'éviter qu'un très mauvais score d'une composante de l'indice puisse être intégralement compensé par un bon résultat de l'autre composante. Par ailleurs, le calcul du niveau de vie est désormais calculé à partir d'un logarithme naturel ou logarithme népérien. L'ensemble des formules est publié sur le site du PNUD. La formule publiée sur ce site pour le calcul de l'IDH en 2011 est comme suit :

$$IDH = \sqrt[3]{I_{vie} \cdot I_{éducation} \cdot I_{revenu}}$$

Où  $I_{vie}$  est l'indice de santé (espérance de vie) ;  $I_{éducation}$  est celui de niveau d'éducation (durée attendue de scolarisation et durée moyenne de scolarisation) et  $I_{revenu}$  celui de niveau de vie.

Les variables utilisées dans la construction des trois indices ne sont pas exprimées dans les mêmes unités. L'espérance de vie et le niveau d'éducation sont exprimés en années et le PIB ou le RNB par habitant est en unités monétaires (en dollar).

Pour calculer l'IDH comme une moyenne simple des trois composantes, ces dernières doivent être préalablement normalisées ou redimensionnées afin que leurs niveaux respectifs soient compris entre 0 (minimum) et 1 (maximum), de telle sorte que l'IDH lui-même est compris entre 0 (niveau minimum de développement) et 1 (maximum).

La normalisation ou le redimensionnement nécessite, pour chacune des variables, que soient définies des valeurs minimales et maximales, possibles ou acceptables (tableau 1).

---

<sup>8</sup> Idem.

**Tableau N°1 : Minima et maxima des variables dans les formules de normalisation(2011).**

<b>Indicateurs</b>	<b>Minimum</b>	<b>Maximum</b>
<b>Espérance de vie à la naissance</b>	20	<b>83.4 ans</b>
<b>Durée moyenne de scolarisation</b>	0	<b>13.1 ans</b>
<b>Durée attendue de scolarisation</b>	0	<b>18 ans</b>
<b>Indice combinée de l'éducation</b>	0	<b>0.978</b>
<b>RNB /hab (2011 PPA \$)</b>	100	<b>107721 \$ US</b>

Source : Rapport mondial sur le développement humain PNUD (2011).

Une fois qu'on a définies les valeurs minimales et maximales, nous calculons les sous-indices dans la formule suivante :

$$\text{Indice dimensionnel} = \frac{\text{valeur réelle} - \text{valeur minimale}}{\text{valeur maximale} - \text{valeur minimale}} \dots\dots\dots (1)$$

Donc le calcul des trois variables se fait ainsi :

**Espérance de vie** : l'espérance de vie maximum et minimum existant actuellement, soit, 83.4 et 20 ans respectivement. La formule est :

$$I_{Vie} = \frac{EV \text{ réel du pays} - 20}{83.4 - 20}$$

**Éducation** : Pour l'éducation, nous utilisons l'équation (1) pour chacune des deux composantes, puis nous calculons la moyenne géométrique des indices résultants, et au final nous appliquons de nouveau l'équation (1) à la moyenne géométrique des indices, en utilisant 0 comme valeur minimale et, comme valeur maximale, la valeur la plus élevée des moyennes géométriques des indices obtenus pour la période considérée. Cette méthode revient à appliquer directement l'équation (1) à la moyenne géométrique des deux composantes.

**Niveau de vie** : Dans le cas du revenu, nous utilisons donc le logarithme népérien des valeurs minimales et maximales utilisées.

L'Indicateur de Niveau de vie a deux particularités :

- Il est calculé en Parités de Pouvoir d'Achat,

- et Au lieu d'utiliser PIB/h, on utilise le logarithme des données. Cela permet de minimiser les écarts entre pays très riches et les autres, puisque le logarithme est une fonction qui écrase les données élevées (par exemple,  $\ln 10=1$ ,  $\ln 100=2$ ,  $\ln 1000=3$ )

Une fois que nous avons effectué tous les calculs des trois variables séparément, nous calculons l'**IDH** global en utilisant la formule que nous avons présenté au-dessus.

Pour mieux comprendre la méthode, nous allons l'illustrer en prenant un exemple sur l'**IDH** du Viet Nam.

**Tableau N°2 : Exemple de l'IDH au Viet Nam**

Indicateurs	Valeurs
<b>Espérance de vie à la naissance (années)</b>	75.2
<b>Durée moyenne de scolarisation (années)</b>	5.5
<b>Durée attendue de scolarisation</b>	10.4
<b>Revenu national brut par habitant (PPA en Dollar)</b>	2805

Source : PNUD (2011).

Les indices composant l'IDH sont :

**Longévité :**

$$I_{Vie} = \frac{(75.2 - 20)}{(83.4 - 20)} = 0.870$$

**Niveau d'éducation :**

$$Indice \ de \ la \ durée \ moyenne \ de \ scolarisation = \frac{5.5 - 0}{13.1 - 0} = 0.478$$

$$Indice \ de \ la \ durée \ attendue \ de \ scolarisation = \frac{10.4 - 0}{18 - 0} = 0.576$$

$$I_{Éducation} = \frac{\sqrt{0.478 \cdot 0.576} - 0}{0.978 - 0} = 0.503$$

**Niveau de vie :**

$$I_{Revenu} = \frac{\ln(2805) - \ln(100)}{\ln(107\,721) - \ln(100)} = 0.478$$

$$IDH = \sqrt[3]{0.870 \cdot 0.503 \cdot 0.478} = 0.593$$

L'IDH se présente comme un nombre compris entre 0 et 1. Plus l'IDH se rapproche du nombre 1, plus le niveau de développement du pays est important (élevé).

### 2.3.1 Classement des pays selon le développement humain

## Chapitre II: Liens entre croissance et développement

Dans chaque rapport du développement humain, le PNUD établit un classement des pays suivant l'IDH. Les classements et les chiffres de l'IDH de rapports précédents ne peuvent nullement être comparés entre eux ou avec les chiffres actuels ou à venir (rapport 2007). En effet, l'indice repose sur des données d'organismes nationaux ou internationaux qui sont souvent révisées. Ainsi, pour permettre de suivre l'évolution de l'IDH dans les pays, le PNUD recalcule ses chiffres passés à chaque rapport et « invalide » alors les précédents (rapport 2007).

**Tableau N°3 : Classement de quelque pays selon l'IDH**

<i>Classement selon l'IDH</i>	<i>Indice du développement humain</i>
<b>Développement humain très élevé</b>	
<b>1 Norvège</b>	0.949
<b>10 États-Unis</b>	0.920
<b>21 France</b>	0.897
<b>Développement humain élevé</b>	
<b>52 Oman</b>	0.796
<b>83 Algérie</b>	0.745
<b>97 Tunisie</b>	0.725
<b>Développement humain moyen</b>	
<b>108 Botswana</b>	0.698
<b>131 Inde</b>	0.624
<b>Développement humain faible</b>	
<b>152 Nigéria</b>	0.527
<b>175 Mali</b>	0.442
<b>188 République centrafricaine</b>	0.352

Source : statistique du rapport mondial pour le développement humain 2016.

Les pays sont classés en quatre groupes : très élevé, élevé, moyen et faible. De manière général, on considère un pays dont l'IDH est élevé ou très élevé comme un pays développé, un pays dont l'IDH est moyen, pays en développement et un pays avec un IDH faible en voie de développement.

Les seuils entre IDH faible, moyen, élevé, et très élevés ne sont pas fixes d'une année sur l'autre.

Selon le rapport de 2016, l'IDH très élevé est (de 0.800 à 1,000), IDH élevé (de 0.700 à 0.799), IDH moyen (de 0.550 à 0.699) et IDH faible (de 0.350 à 0.549).

Les données publiées par le PNUD pour 2015 dans son RDH (2016) portent sur 188 Etats (PNUD, 2016). Le classement donne la Norvège au 1<sup>er</sup> rang (IDH= 0,949), la France 21<sup>ème</sup> (IDH= 0,897), l'Arabie Saoudite 38<sup>ème</sup> (IDH= 0,847), l'Algérie 83<sup>ème</sup> (IDH= 0,745), le Maroc 123<sup>ème</sup> (IDH = 0,647) et le Bénin 167<sup>ème</sup> avec (IDH= 0,485).

On observe l'IDH de quelques pays développés et sous-développés à partir du tableau ci-dessus.

L'analyse de ce tableau révèle que les PVD se caractérisent par un faible développement humain, on voit le cas du Nigeria où l'IDH est à 0.442 par contre les pays développés possèdent un développement humain très élevés.

### 2.4. Limites de l'IDH

L'IDH, bien qu'il représente une avancée importante dans la définition d'un indicateur synthétique du développement ; il est soumis à plusieurs critiques<sup>9</sup> :

En particulier, le choix relativement arbitraire de ses composantes élémentaires et des pondérations qui permettent leur agrégation en un indice synthétique. Ces arguments peuvent être renversés comme l'indiquent Gadrey et Jany-Catrice : « Le choix des *pondérations* des diverses variables qui composent un indicateur (synthétique ou non), tout comme le choix des variables qui comptent, sont des enjeux de débats publics et de confrontations de points de vue sur ce qu'il faut compter et sur ce qui compte le plus. [...]

La légitimité d'un indicateur se construit donc en même temps que les conventions d'évaluation du progrès (Gadrey, Jany-Catrice, 2003) ». C'est tout le problème de la quantification au sens développé par Desrosières : « Celle-ci contribue à exprimer et faire exister sous une forme numérique, par mise en oeuvre de procédures conventionnelles,

---

<sup>9</sup>[http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/colloques/acn/pdf11/texte\\_accardo\\_de\\_peretti\\_murat.pdf](http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/colloques/acn/pdf11/texte_accardo_de_peretti_murat.pdf)

quelque chose qui était auparavant exprimé seulement par des mots et non par des nombres(Desrosières, 2004) ».

Une autre critique, d'ordre plus statistique, est faite à l'IDH : sa forte corrélation avec le PIB (0,89 selon Mac Gillivray, 1991). Cette forte corrélation pose la question de son utilité puisqu'il apporterait peu d'information supplémentaire alors qu'il existe des controverses sur sa construction (choix des dimensions élémentaires et des pondérations).

Enfin, et c'est celle qui nous intéresse, c'est un indicateur macroéconomique, qui ne rend pas compte des inégalités de distribution du bien-être qu'il est censé mesurer. Or, les fondements du développement humain sont les travaux de Sen qui soutiennent le fait que les caractéristiques individuelles définissent des besoins différents mais aussi les capacités à transformer un bien en un certain niveau de bien-être.

### **2.5. Les indicateurs complémentaires de l'IDH**

Pour mesurer le DH de manière plus complète, PNUD, dans son *RDH* de 2010 introduit d'autres indices composites pour tenir compte des aspects multidimensionnels du bien-être en termes d'inégalité, d'équité de genre et de pauvreté :

**A. L'Indice de Développement Humain ajusté selon les Inégalités (IDHI) :** Est une mesure du développement humain tenant compte des inégalités. Dans des conditions de parfaite égalité, l'IDH et l'IDHI sont identiques. L'IDH pour un individu moyen est inférieur à l'IDH total lorsque sont présentes des inégalités au niveau de la distribution de la richesse, de l'éducation et des revenus. Plus l'IDHI est faible (et plus la différence entre IDHI et IDH est grande), plus les inégalités sont importantes.

**B. L'Indice d'Inégalité de Genre (IIG) :** Est une nouvelle mesure construite sur le même modèle que l'IDH et l'IDHI, avec pour objet d'exposer les différences entre hommes et femmes dans la distribution des progrès. L'IIG prend en compte divers indicateurs, dont le taux de mortalité maternelle, le taux de fertilité chez les adolescentes, la proportion des sièges parlementaires détenus par des femmes et des hommes, le niveau atteint dans l'enseignement secondaire et supérieur, le taux d'activité.

**C. L'Indicateur de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM) :** S'inscrit en complément des mesures de la pauvreté fondées sur les revenus. Il indique le nombre d'individus multidimensionnellement pauvres. L'IPM utilise 10 indicateurs (dont le non accès à l'eau potable, à l'électricité, la malnutrition...); un ménage est considéré pauvre s'il souffre de déprivations dans plus de trois de ces domaines.

### Section 3 : Lien entre la croissance économique et le développement humain

Le développement économique, comme nous l'avons vu dans la section précédente, correspond à l'ensemble des transformations structurelles (économiques, sociales, politiques) qui accompagnent et entretiennent la croissance économique. Ces mutations sont structurelles (industrialisation, urbanisation, salarisation, tertiarisation...) et qualitatives (transformations des comportements, amélioration de la santé, allongement de l'espérance de vie, progrès des connaissances...). Elles rendent la croissance irréversible. Le concept de développement intègre l'idée de progrès social (amélioration des conditions de vie de la population, réduction des inégalités et de la pauvreté...). Le développement est donc un phénomène qualitatif alors que la croissance économique est un phénomène quantitatif.

Il n'existe pas de lien automatique entre croissance et développement humain. Les deux sont inséparables. Difficile, en effet, d'améliorer le développement humain sans croissance économique. Celle-ci permet pour une bonne part de créer des emplois, de distribuer toujours plus de salaires, de dégager les ressources nécessaires au développement humain (construction d'écoles, d'hôpitaux), d'améliorer le système de protection sociale.

A l'inverse, il n'y a pas de croissance durable sans développement humain, car un pays ne peut espérer développer sa productivité à long terme sans améliorer le niveau d'éducation et les conditions de vie de sa population.<sup>10</sup>

#### **3.1. Le développement économique peut s'accompagner d'un développement humain**

La croissance économique permet le développement et pour que la croissance économique s'amorce, il faut un certain niveau de développement.

##### **3.1.1. La croissance peut favoriser le développement**

Par définition, la production est ce qui sert à satisfaire les besoins, grâce aux biens et aux services qu'elle crée. L'augmentation durable de la production d'un pays est donc nécessaire pour lui permettre de subvenir aux besoins fondamentaux de sa population.

En outre, parmi les transformations économiques et sociales qui caractérisent le développement, l'amélioration du niveau d'instruction et l'allongement de l'espérance de vie sont sans doute les plus importantes : c'est ce que montre leur choix comme critères de définition de l'IDH. Or il est impossible de donner un bon niveau général de formation ou

---

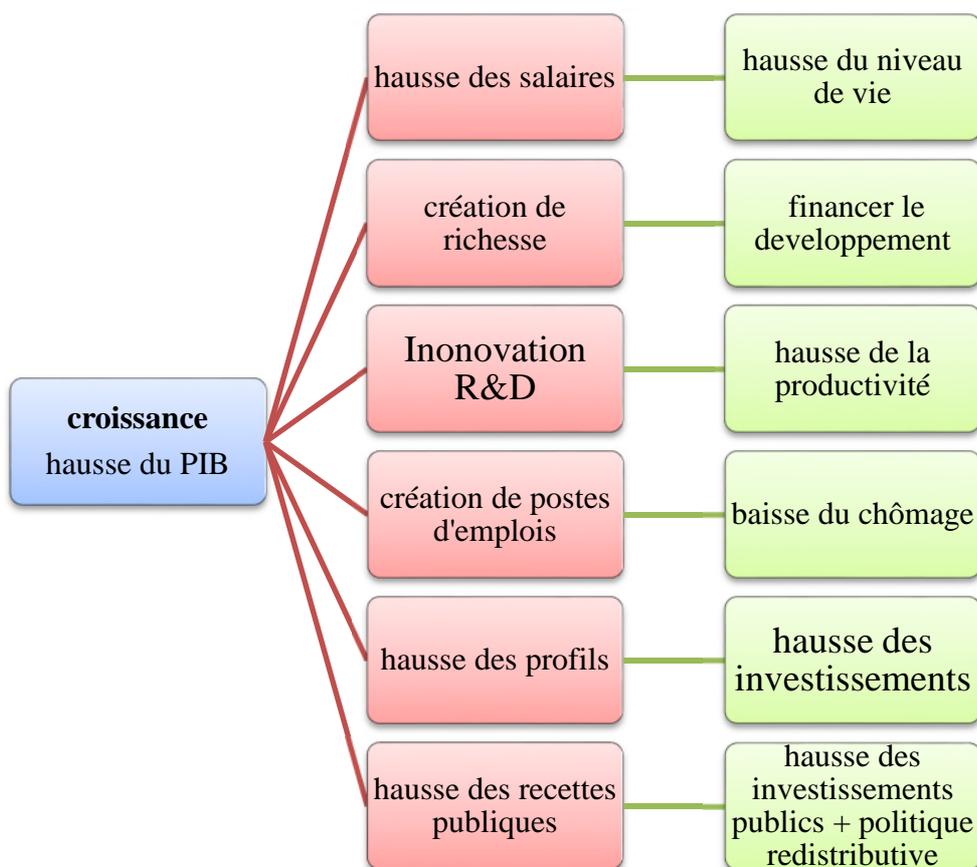
<sup>10</sup> [www.Alternatives économiques.com](http://www.Alternatives economiques.com). n°32, avril 1997

## Chapitre II: Liens entre croissance et développement

de soins à une population sans consacrer à ces activités des montants importants de ressources, qui ne peuvent être tirées que de la production. Pendant les 30 Glorieuses en Europe, la forte croissance, avec une diversification de la production et de la consommation, a permis le financement d'un système de Sécurité Sociale ainsi que le financement de l'éducation.

Il faut noter à ce propos que le rythme de croissance économique doit même être supérieur à la croissance démographique pour que le développement soit possible. En effet, ce qui permet de donner à chaque citoyen les moyens de mieux satisfaire ses besoins vitaux, ainsi qu'une formation et des soins plus efficaces, c'est l'augmentation de la production moyenne par habitant. Si l'accroissement de la population est plus rapide que celui de la production, le PIB par habitant diminue au contraire.

Schéma N°04 : Schéma de la croissance au développement



Source : réalisé avec nos soins.

La croissance apparaît comme une condition nécessaire au développement pour diverses raisons. Si le PIB en volume s'accroît, l'augmentation des richesses produites, c'est-à-dire l'augmentation de la VA, va favoriser le développement et va se répartir essentiellement entre ces trois bénéficiaires <sup>11</sup>:

- **La croissance permet une augmentation du niveau de vie** : La croissance améliore le pouvoir d'achat des ménages. Ces derniers vont pouvoir consommer plus (satisfaction de leurs besoins primaires (c'est-à-dire besoins dont la satisfaction est considérée comme nécessaire à la survie comme l'alimentation, la protection contre le froid...), d'où une amélioration de leur bien-être. Mais l'élévation du niveau de vie entraîne également une modification de la structure de leur consommation, vers la satisfaction de besoins secondaires, comme dépenses de loisirs, biens culturels, éducation, santé (évolution des mentalités). Ceci se traduit par une évolution de l'IDH, notamment dans une augmentation de l'espérance de vie et de l'instruction.

- **La croissance permet également d'accroître les ressources des entreprises**, ressources nécessaires pour financer leurs investissements et leurs innovations. Elles peuvent proposer de nouveaux produits<sup>12</sup>, modifier leur système de production (industrialisation), ce qui entraîne certaines modifications structurelles (salarisation).

- **La croissance permet également un accroissement des ressources de l'Etat**, qui permet une intervention positive de celui-ci pour le développement : l'Etat a ainsi des ressources suffisantes pour financer les investissements publics en matière d'éducation, de recherche et développement (R&D), de santé et d'infrastructures nécessaires à l'amélioration du bien-être de la population et au développement. L'Etat pourra également mettre en place une *politique sociale*<sup>13</sup>, qui vise notamment à réduire les inégalités entre les individus.

### 3.1.2. Autres facteurs influencent le développement au moins autant que la croissance

Ce n'est cependant pas une condition suffisante, au point que le développement apparaît comme une cause que comme une conséquence de la croissance. D'autres facteurs peuvent influencer le développement.

---

<sup>11</sup> [http://www.ses-noailles.fr/2010/10/21-croissance-et-d%C3%A9veloppement-un-cercle-vertueux/p 2](http://www.ses-noailles.fr/2010/10/21-croissance-et-d%C3%A9veloppement-un-cercle-vertueux/p%202)

<sup>12</sup> Un certain nombre de changements techniques, d'innovation ont amélioré considérablement le niveau de vie des individus (électricité : lumière + moteur électrique ont eu des conséquences sur la vie quotidienne et sur la production – plus facile-; électroménager a permis d'éliminer les gaspillages ou gain de temps ; plomberie a permis la diffusion de l'eau courante ; invention d'antibiotiques...)

<sup>13</sup> Ensemble de mesures prises dans le domaine des revenus, de la protection sociale et de l'emploi.

Le premier facteur qui peut influencer le développement c'est la culture des populations concernées ou les normes et les valeurs qui jouent un rôle crucial dans les mécanismes du développement. Compte tenu de l'importance du rapport entre croissance économique et croissance démographique notamment, la difficulté plus ou moins grande de la population à admettre l'utilisation des moyens de contraception influence la capacité d'un pays à améliorer la satisfaction des besoins et le niveau d'instruction. Il est vrai que l'éducation agit en retour sur ces comportements, puisque le nombre d'enfants par femme a tendance à diminuer au fur et à mesure qu'augmentent les années d'études.

Mais d'autres exemples montrent l'importance des facteurs culturels. Par exemple, le mépris de l'affichage des richesses en Asie a plutôt favorisé l'épargne, et donc l'investissement, dans les « nouveaux pays industrialisés » (NPI) de cette région. De même, l'importance accordée par les valeurs asiatiques au respect de l'autorité et de la parole donnée a sans doute encouragé les échanges économiques.

Le développement subit aussi l'influence de facteurs liés à l'organisation politique des pays. Un haut niveau de corruption, en général associé à l'absence de démocratie, fausse les mécanismes de la concurrence. Le bon fonctionnement du marché suppose que les Etats fassent respecter des règles du jeu claires. Le niveau plus ou moins élevé des inégalités, qui dépend aussi du rôle joué par l'Etat, a également des conséquences très importantes sur le développement. Si la richesse nationale est concentrée entre les mains d'une minorité, l'absence de marché intérieur empêche les entreprises nationales de prospérer.

### **3.2. Relation développement-croissance**

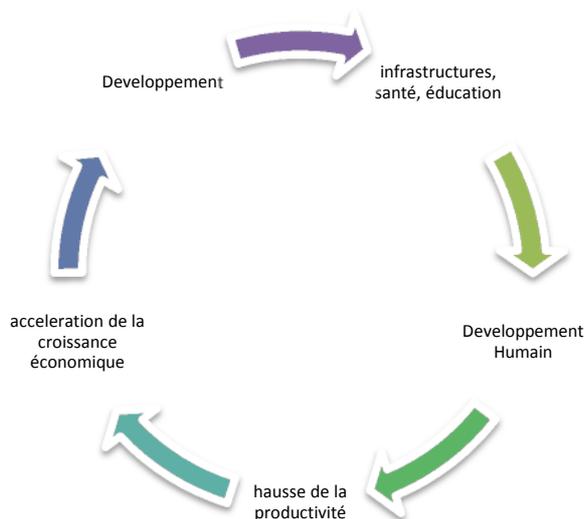
Le développement est nécessaire pour amorcer la croissance dans la mesure où l'investissement public en capital humain (éducation, santé) autorise les transformations de la structure des emplois par type de qualification et par secteurs d'activité (phénomène de tertiarisation de l'économie).

#### **3.2.1. Le développement favorise la croissance**

L'amélioration du niveau général d'éducation et de formation fait partie des changements sociaux les plus caractéristiques du développement. A travers la prise en compte du taux d'alphabétisation et du nombre moyen d'années d'études, le niveau scolaire de la population contribue pour un tiers dans le calcul de l'IDH. Or une population mieux formée a une meilleure productivité du travail, car elle est plus qualifiée. Cela favorise

l'augmentation de la production. De même, l'état de santé des habitants, qui contribue aussi pour un tiers à l'IDH, influence la croissance économique. « **Une population mieux soignée et mieux nourrie est plus productive** ».

### Schema N°05 : Schema developpement-croissance : cercle vertueux



**Source** : construit par nos soins.

Ainsi, on aboutit à un cercle vertueux entre croissance et développement. La croissance économique qui offre les richesses qui permettent aux populations d'accéder à un bon niveau de santé, à un meilleur niveau éducatif à la participation politique et donc le développement humain,...Une partie de ces richesses va être prélevée par les Etats qui vont investir dans les infrastructures nécessaires à la croissance à travers la construction d'écoles, d'hôpitaux, de routes, etc. En retour, le système productif et la population seront plus efficaces, par conséquent, cela accélérera la croissance qui va contribuer à l'amélioration de la qualité de vie et donc le développement.

### 3.3. Les effets négatifs de la croissance sur le développement et le bien-être<sup>14</sup>

Parmi les effets négatifs de la croissance économique : les effets sociaux, le transfert du système de valeurs et les effets négatifs sur l'environnement.

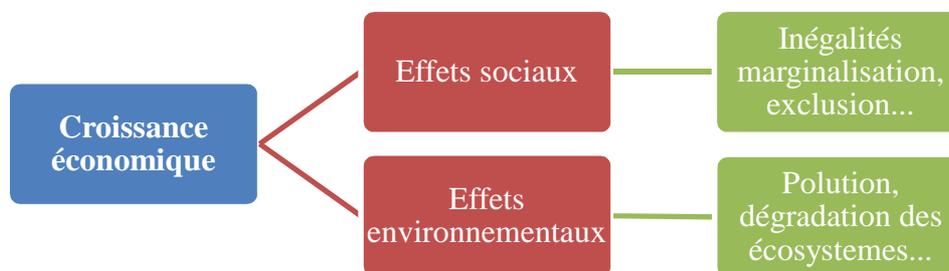
**A. Les effets sociaux** : Dès le XIX<sup>ème</sup> siècle, la croissance phénoménale a engendré des conditions de travail inhumaines, le travail des enfants, etc. Aujourd'hui, on assiste à une déqualification de la main-d'œuvre, le marché exclut de la croissance ceux qui ne peuvent

<sup>14</sup><http://cours-gestion.com/effets-negatifs-croissance/>

s'adapter aux nouvelles technologies. La croissance ne bénéficie qu'à certaines catégories sociales (capitalistes) lorsque l'État n'intervient pas pour une plus juste répartition par une politique de redistribution ambitieuse. Certains pays encouragent l'exploitation de leur population pauvre pour tenter de s'insérer dans l'économie mondiale. Dans de telles conditions, l'État doit intervenir pour réguler les conditions de la croissance dans l'intérêt de tous à moyen et à long terme. On peut se référer à G. MYRDAL (Nobel 1974) qui a fait le procès de la croissance. Il a montré que la recherche sans fin de la productivité a pour conséquence l'exclusion sociale, la polarisation régionale, la dégradation de l'environnement et le développement des inégalités (critique Radicale).

**B. Les effets sur l'environnement :** Augmenter la production nécessite un recours croissant aux consommations énergétiques et la multiplication des rejets polluants. Les effets sont présents mais aussi sur la situation à venir. En l'absence de progrès technique sur une utilisation plus propre des ressources naturelles, la dégradation des écosystèmes crée un problème de qualité de vie pour les générations à venir (problème transgénérationnel).

**Schéma N°06 : Schéma sur les effets négatifs de la croissance économique**



Source : construit par nos soins.

### Conclusion

L'objet de ce chapitre a été de présenter, dans sa première partie, l'évolution conceptuelle du développement ainsi que ses différentes dimensions de l'économique au politique. Dans la deuxième partie, nous l'avons consacré au développement humain traitant sa notion, sa mesure comme indice complémentaire au PIB et enfin, dans la dernière partie, nous avons abordé les liens indissociables des deux concepts.

## **Chapitre II: Liens entre croissance et développement**

---

Nous pouvons conclure que la croissance et le développement sont deux phénomènes distincts mais intimement liés. Vu la façon dont ils interagissent, il serait vain, comme dans l'exemple de l'œuf et de la poule, de chercher à savoir lequel est indispensable à l'autre.

Cependant, l'augmentation de la production à tout prix n'a pas seulement des effets positifs pour le développement social (inégalités) et environnemental, en particulier si on raisonne en termes de développement durable. Et malgré son importance, elle n'est pas non plus le seul facteur nécessaire au développement d'un pays. Cela rend complexe la définition des choix politiques qui peuvent permettre à un pays de progresser sur la voie du développement.

**Chapitre III**  
**ÉTUDE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE**  
**ET LE DEVELOPPEMENT HUMAIN EN**  
**ALGERIE : 1962-2016**

## **Introduction**

Dans ce chapitre, il ne s'agit nullement d'interroger les deux concepts à la lumière de l'expérience algérienne qui s'est étendue de 1962 à 2016. En effet, au lendemain de l'indépendance du pays, c'est le concept de développement qui a prédominé dans les modèles retenus et les politiques économiques préconisées.

La croissance économique était mise entre parenthèses et n'a retrouvé ses lettres de noblesse que très tardivement après l'application du programme d'ajustement structurel (1994-1997). Ce qui était mis en valeur, au cours de la première période, c'est la réalisation physique des investissements menés dans les différents domaines particulièrement l'industrie, l'agriculture, la santé, les routes, les villages, les écoles, l'eau, l'électricité, etc. Dans tous les discours officiels, il y avait toujours une liste renouvelée de réalisations dans ces domaines sans toutefois citer la croissance et encore moins son taux que même les économistes ne citaient pas, dans leurs analyses.

Notre recherche essaie de donner l'attention sur les caractéristiques de la croissance économique et ses limites et celles du développement humain et sa portée à partir de quelques indicateurs quantitatifs, de la période 1962-2016.

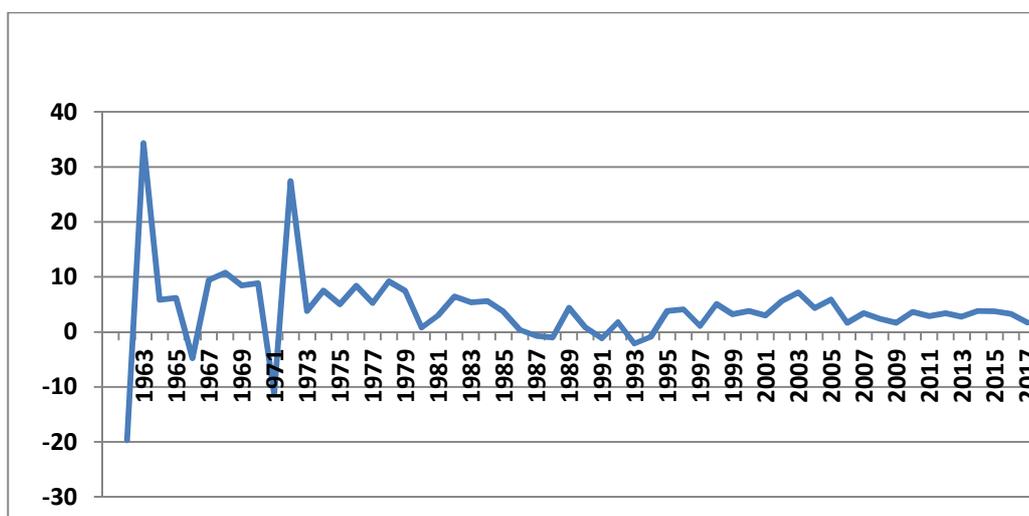
### **Section 01 : Les principales caractéristiques de la croissance enregistrée**

Comme nous l'avons souligné précédemment, le PIB par habitant est un indicateur principal de la croissance économique et malgré ses limites, le PIB/hab reste un indicateur significatif de la croissance économique et surtout très pratique, du fait de sa disponibilité.

#### **1.1 À long terme, l'Algérie a enregistré un taux de croissance relativement faible**

De 1964 à 2016, le PIB par habitant a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 1.52% sur 52 ans, le taux annuel moyen enregistré par l'Algérie est relativement faible, si on le compare à ceux des pays voisins et à celui de la Corée du Sud, par exemple. Les calculs ont été menés à partir de 1964 pour éviter les années 1962 et 1963 marquées par un effondrement du PIB par habitant, dû, en partie, au départ précipité d'une bonne partie de la population européenne et l'arrêt d'un grand nombre d'activités économiques. En 1962, le PIB/habitant avait chuté de 33,15 % par rapport à celui de 1960. Pour retrouver le niveau de l'année 1960, il a fallu attendre l'année 1968.

Graphique N°02 : Croissance du PIB annuel (%) 1962-2016



Source : Réalisé à partir des données WDI, BM. Consulté le 04/09/2018.

Si le taux de croissance à long terme a été relativement faible, il y a lieu de noter qu'il y a trois grandes périodes différentes en matière de croissance :

➤ **Une première période de forte croissance (1963-1985) :** Cette période se caractérise par un taux moyen élevé de croissance du PIB/habitant sur 22 années avec un taux de croissance annuel moyen de 2,81 %. On constatera que cette période économique de forte croissance regroupe plusieurs « périodes politiques » conjuguées à des coups d'État.

➤ **Une deuxième période de forte crise économique (1986-1994) :** Cette deuxième période a duré neuf ans et correspond à une véritable crise économique avec un taux négatif annuel moyen de -2,09 %. Cette crise a débuté avec la chute du prix du pétrole en 1986 entraînant une chute des revenus d'exportations, de presque 40 % par rapport à l'année 1985.

Au cours de cette période, marquée par les événements d'octobre 1988 et les réformes institutionnelles et économiques lancées en 1989 et 1990, la réduction des ressources en devises de l'État a entraîné une difficulté majeure concernant le paiement annuel des échéances de la dette extérieure à partir de 1986. Toutes les réformes économiques se sont trouvées bloquées, car, à cette époque, le rééchelonnement de la dette extérieure et le passage par le FMI avaient été, par principe, rejeté par le pouvoir politique.

### Chapitre III : Étude de la croissance économique et le développement humain en Algérie : 1962-2016

➤ **Une troisième période d'une croissance molle (1995-2016) :** une croissance molle du PIB/hab marquée par un taux de croissance annuel moyen de 1.94 % et ce, malgré un volume important d'investissements publics injectés dans l'économie au cours de cette période.

**Tableau N°4 : Épisodes du taux de croissance économique annuel moyen**

Épisodes de la croissance	Taux de croissance annuel moyen sur la période
<b>1963-1985</b>	2.81 %
<b>1986-1994</b>	-2.09 %
<b>1995-2016</b>	1.94 %
<b>1962-2016</b>	<b>1.52 %</b>

Source : calcul de l'auteur à partir des données BM, WDI, 2018.

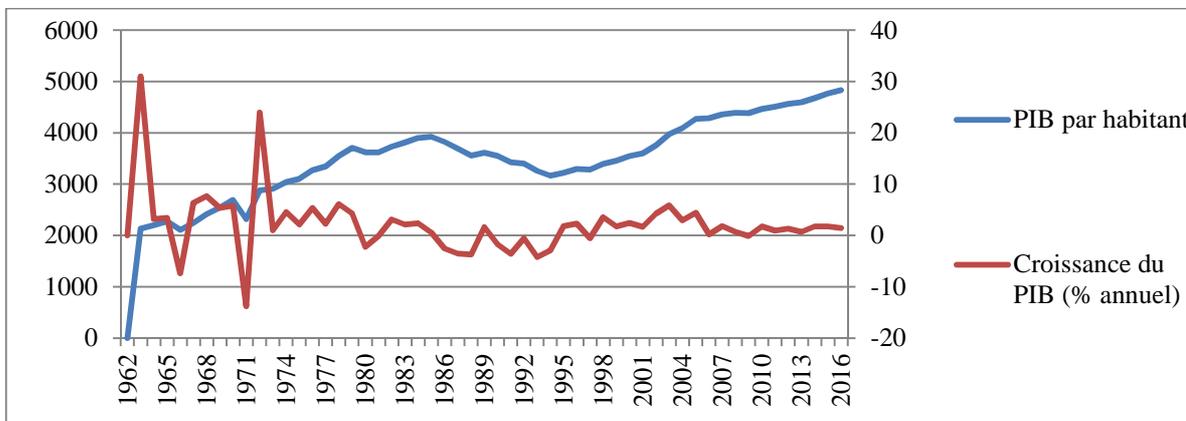
Pour la première période, nous remarquons qu'il y a eu trois pics importants qui méritent explications :

**Le premier pic très positif** de 1963 avec un taux de croissance de PIB/hab de **31.01%** par rapport à l'année précédente. Cette croissance est dû aux actions qui ont été prises par l'État après l'indépendance en matière de contrôle du commerce extérieur basé sur le protectionnisme.

**Le deuxième pic négatif** en 1971 qui a marqué un taux de croissance très significatif de **-13.33%** par rapport à l'année précédente , s'explique par la baisse des exportations à cause de la crise pétrolière qui a réduit la demande des produits algériens, notamment les produits agricoles et les hydrocarbures, sur les marchés internationaux et particulièrement français.

**Le troisième pic positif** de 1972 nous remarquons un accroissement important de PIB/hab avec un taux de croissance de **23.97%**. En 1974, les exportations s'accroissent à nouveau, ce qui s'explique par le choc pétrolier résultant de la guerre israélo-arabe en 1973, des prix du pétrole à des niveaux élevés.

Graphique N°03: Évolution annuelle du PIB/habitant en \$ constants de 2010 entre 1962 et 2016 (%)



Source : Réalisé à partir des données de la BM, WDI, 2018. Consulté le 04/09/2018

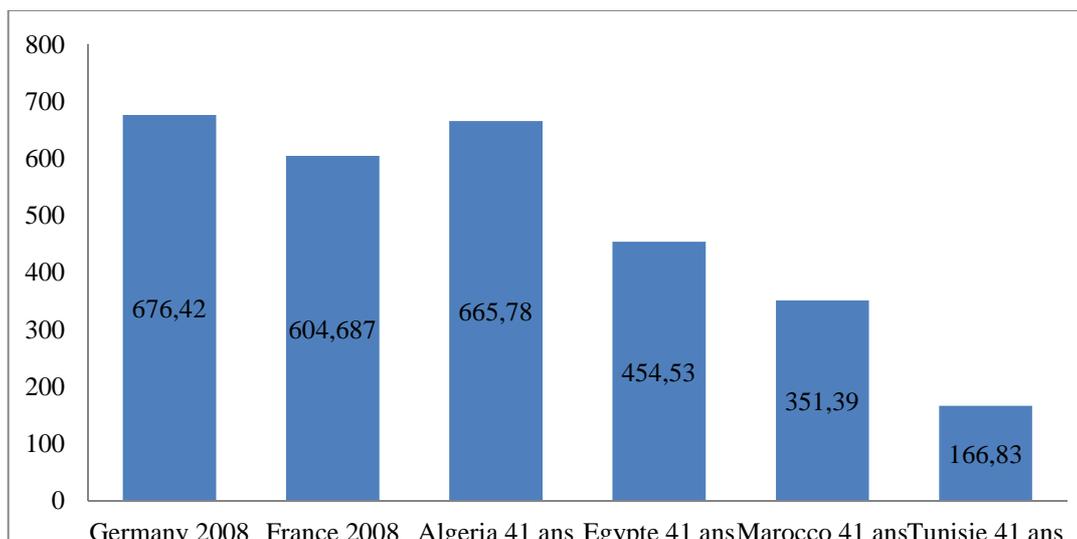
Nous constatons que cet indicateur semble présenter une forte sensibilité aux grands événements qui ont marqué le pays :

- **Le premier retournement** de la courbe s'est effectué en 1966, au lendemain du coup d'État effectué par le président Boumediene le 19 juin 1965, puisque l'année 1966 a été marquée par un taux négatif de croissance de -7,40 % du PIB/habitant.
- **Le deuxième retournement** important s'est effectué en 1971, année de la nationalisation des hydrocarbures, avec un taux négatif très élevé de -13,76 %.
- **Le troisième retournement** de la courbe s'est effectué en 1980, une année après le décès du président Boumediene, année marquée par un taux de croissance négatif de -2,22 % et ce malgré des recettes d'exportations exceptionnelles au cours de cette année, en augmentation de plus de 40 % par rapport à celles de 1979.

## 1.2. Une croissance insuffisante par rapport aux investissements réalisés

La théorie économique admet que les investissements constituent le moteur principal de la croissance économique (P.VILLIEU, 2007). Les investissements sont entendus ici dans le sens de la comptabilité nationale. Il s'agit de l'accumulation brute des fonds fixes de la nation. Les investissements réalisés, au cours d'une année, recouvrent donc tous les investissements réalisés par l'ensemble des agents économiques à commencer par l'État, les entreprises publiques, les entreprises privées, les PME, les ménages et enfin, les entreprises étrangères (IDE).

Graphique N°04 : Volume des investissements entre 1970-2011 en Milliards Dollars



Source : Construit par nos soins à partir d'United Nations National Accounts Statistics, 2012.

Au cours de la période 1970-2011, l'Algérie a investi 665,78 milliards de dollars, alors que la Tunisie n'a investi que 166.83 milliards et le Maroc 351.39 milliards. L'Algérie a donc investi presque quatre fois plus que la Tunisie et 90 % de plus que le Maroc.

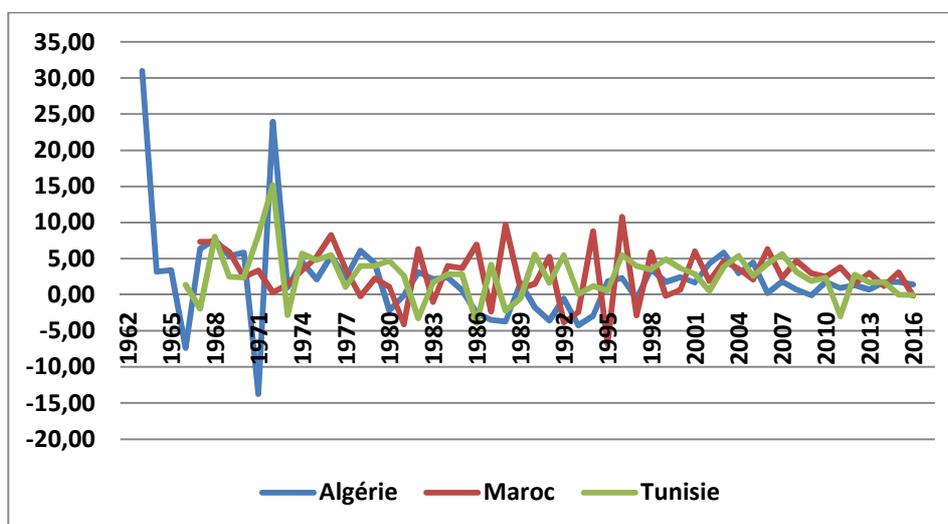
Par ailleurs, ces pays, le Maroc, la Tunisie et les autres aussi et malgré avec des taux d'investissement moins important à ceux de l'Algérie, ces pays ont enregistré des taux de croissance nettement plus élevés que ceux de l'Algérie. Depuis 2001, la part des dépenses publiques en investissements dans les grands projets (routes, autoroutes, chemins de fer, infrastructures aéroportuaires et portuaires, barrages, logements, énergie, santé, éducation enseignement supérieur, administrations, etc.) devient de plus en plus importante.

Naturellement, l'impact de ces investissements sur la croissance ne s'est pas encore réalisé à court et moyen terme (les efforts d'investissements assez particuliers de l'Algérie n'ont pas été accompagnés d'une croissance *conséquente*<sup>1</sup>).

Ajoutons à cela, l'économiste A. BOUYACOUB a comparé pour la période 1970-2005, l'efficacité de l'investissement réalisé en Algérie, par rapport à ses voisins. Pendant cette période, l'Algérie a investi par tête deux fois et demi plus que le Maroc, une fois et demi plus que la Tunisie. Or, le taux de croissance annuel moyen du PIB pendant la même période est de 0,1% pour l'Algérie, 1,4% pour le Maroc et 2,3% pour la Tunisie.

<sup>1</sup> <http://m.huffpost.com/mg/entry/16749480> [archive]. Consulté le 27/09/2018.

Graphique N°05 : croissance du PIB/habitant de l'Algérie, Maroc et Tunisie en \$ constants de 2010 entre 1962 et 2016 (% annuel)



Source : Réalisé par nos soins à partir des données de la BM, WDI, 2018. Consulté le 22/11/2018

Mais les performances économiques de l'Algérie ont été affectées par la baisse des cours du pétrole, passés de 99 dollars américains en moyenne en 2014 à 53 dollars en 2015, puis 45 dollars en 2016<sup>2</sup>. L'économie algérienne est loin d'être diversifiée. En dehors du secteur des hydrocarbures, le système productif est presque inexistant. De ce fait, le pays compte lourdement sur les importations pour satisfaire ces besoins.

### 1.3. Quelques facteurs explicatifs de cette faible croissance

Un petit tour d'horizon rapide permet de classer les explications en quelques catégories :

#### 1.3.1. Faiblesse de l'appareil institutionnel

Les institutions internationales (BM, FMI, et différents centres d'études) mettent l'accent dans l'analyse de la situation économique en Algérie sur l'insuffisance des institutions (A. BOUYAKOUB, 2003), leur inadéquation ou tout simplement le manque de visibilité et l'instabilité juridique, partant de l'hypothèse chère aux courants institutionnalistes que la croissance économique ne puisse se réaliser sans institutions adéquates (D. NORTH, 2004) ou, peut-être, sans une culture adéquate (C. DARGENT, 2002).

#### 1.3.2. Malédiction de l'économie de rente

La rente et l'économie de rente ont fait couler beaucoup d'encre à propos de l'Algérie (L.MARTINEZ, 2010). On leur attribue les obstacles et les difficultés d'un véritable

<sup>2</sup> Idem.

décollage économique en Algérie<sup>3</sup>. Mais les travaux ne mettent pas toujours en liaison « l'effet de rente » difficile à isoler et les obstacles identifiés de la croissance. On admet, presque par hypothèse, que la rente est une « malédiction<sup>4</sup> » et ne saurait être le moteur idéal de la croissance économique comme elle ne peut permettre l'émergence d'une catégorie d'entrepreneurs dynamiques dans le pays (M. AGLIETTA.2011). Pour l'économiste Mouhoubi (2013), en Algérie, on parle de la « malédiction de la mauvaise gestion des ressources naturelles ». En d'autres termes, c'est la gestion inefficace des ressources naturelles de la part de l'État.

### **1.3.3. Démantèlement tarifaire trop rapide**

L'économie algérienne est passée d'un système administré centralement à l'économie de marché de manière timide, au départ, au moment du lancement des réformes, entre 1989 et 1993, puis à la faveur de l'application du programme d'ajustement structurel (PAS), dès 1994, de manière brutale. Un grand nombre d'entreprises publiques et privées a dû fermer ses portes ou affronter la concurrence de produits d'importation de manière irréversible. Les droits de douane ont été rapidement abaissés sur des produits manufacturés entraînant des fermetures nombreuses d'entreprises industrielles (CREAD, 2006).

### **1.3.4. Importance du secteur informel**

Le secteur informel est important dans toutes les activités économiques et revêt plusieurs formes. L'importance de l'informel ne permet pas aux activités de se développer au-delà d'une certaine taille et constitue une concurrence déloyale pour les entreprises établies légalement et supportant les charges normales liées aux salaires, aux impôts, aux droits de douane...etc.

### **1.3.5. Importance de la corruption**

En général, les analyses considèrent que la corruption est un frein au développement (M.HACHEMAOUI, 2012). Par ses effets sur l'activité économique, il est admis que la corruption est un phénomène qui réduit l'attractivité des investisseurs nationaux et étrangers. L'Algérie fait partie des pays les plus corrompus dans le monde. En effet, malgré les réformes vers la libéralisation, la corruption s'est installée et a pris effet dans le système algérien (K. HAOUA, 2012). Mais « la corruption n'explique pas tout » comme

---

<sup>3</sup> Ainas, Y., Ouarem, N. et Souam, S. (2012), « Les hydrocarbures : atout ou frein pour le développement de l'Algérie ? », in *Revue Tiers-Monde*, n° 210, p. 69-88.

<sup>4</sup> « La malédiction des ressources naturelles renvoie à la relation inversement proportionnelle entre dépendance élevée vis-à-vis des ressources naturelles et taux de croissance économique » (K.T.LYNN, 2005).

l'écrit l'ancien gouverneur de la Banque d'Algérie<sup>5</sup> qui précise « qu'elle ne saurait être la seule responsable du non-décollage économique ».

### **1.3.6. Les limites du modèle de croissance hors hydrocarbures**

Le modèle de développement fondé principalement sur les hydrocarbures est fortement critiqué<sup>6</sup>, même si l'on peut se demander ce que l'Algérie aurait investi sans la rente énergétique (M.MEKIDECHE, 2009).

L'ancien ministère de la prospective et de la Statistique critique aussi, cette orientation, pour une autre raison, dans son Rapport sur l'état économique de la Nation d'avril 2011 et insiste sur « la forte dépendance de l'économie algérienne vis-à-vis des marchés extérieurs, qu'elle n'a pas réussi à remettre en cause, et qui ne favorise pas la croissance parce que la décision de croissance n'appartient pas en dernier ressort à l'Algérie ». Quant aux chefs d'entreprise, ils ne cessent de demander une alternative au secteur des hydrocarbures.

### **1.3.7. Moins d'investissements productifs**

Avec des secteurs productifs minimes et une valeur ajoutée pétrolière galopante, les décideurs algériens ont toujours préféré d'importer des produits de base, notamment les produits alimentaires et les équipements de production, que de prendre le risque d'investir dans les secteurs de ces biens et renforcer ainsi la production interne. Cela veut dire que les incitations à importer sont plus importantes que celle à exercer les activités productives.

### **1.3.8. Manque d'équité dans la répartition de la richesse**

Le modèle de développement, qui a certes permis une réduction très sensible de la pauvreté, rencontre des difficultés pour réduire les inégalités sociales et régionales. La disparité entre les taux de pauvreté indique que les bénéfices de la croissance ne sont pas répartis de manière équitable entre les différentes régions. En Algérie, on distingue les zones côtières et métropolitaines du nord qui sont dynamiques, concentrent les activités économiques, et sont moins touchées par la pauvreté, et celles du sud, arides, qui regroupent la majorité de la population vivant sous le seuil de pauvreté. La répartition de la dépense mensuelle moyenne des ménages de 1 à 2 personnes montre des différences notables entre par exemple le littoral et le Sahara. « Rapport sur Dépenses de consommation des ménages algériens en 2011 », ONS.

---

<sup>5</sup> Comme le notait Abderrahmane Hadj-Nacer « En fait, la corruption n'explique pas tout et il n'est pas inutile de rappeler qu'elle existe partout...la corruption est détestable et doit être combattue. Mais elle n'est pas toujours responsable du non-décollage économique » p. 30. Hadj-Nacer, A. (2011), *La martingale algérienne Réflexions sur une crise*, Alger, Barzakh.

<sup>6</sup> Benabdallah, Y. (2009), « Rente et désindustrialisation », *Confluences Méditerranée*, n° 71, p. 85-100.

### **1.3.9. Politique monétaire et de change**

La politique monétaire en Algérie, spécialement, la dévaluation du dinar sur le marché officiel adopté depuis 1986 où, par exemple, le cours est passé de 5 dinars pour un dollar en 1974 à 115 dinars en décembre 2017, contredit les lois élémentaires de l'économie où toute dévaluation en principe devrait dynamiser les exportations. Or, aucune des dévaluations du dinar n'a pu arrêter la progression des importations. Et la production nationale n'est pas capable de satisfaire les besoins internes de la consommation, qui continue à se soutenir grâce aux importations. C'est ce qui pousse à remettre en question l'efficacité de la dévaluation dans ce pays qui a conduit, à titre d'exemple, à l'augmentation des prix des produits importés, ce qui oriente l'économie du pays vers une situation inflationniste. Ainsi, l'inflation influe négativement sur la valeur de revenus des ménages, alors, cette situation pousse à la réduction du niveau de vie, ce qui mène à la baisse du pouvoir d'achat. Donc, la dévaluation en Algérie pénalise les ménages<sup>7</sup>.

### **1.3.10. Fraude et évasion fiscale**

La fraude fiscale a toujours été présente dans l'économie, sous ses formes traditionnelles qui se manifestent par les activités informelles pures et non déclarées aux différentes administrations publiques (commerciales, fiscales et sociales), les activités immatriculées, mais non déclarées au fisc, les salariés non déclarés employés par les entreprises formelles, et toutes les formes de dissimulation pratiquées par les contribuables déclarés (recensés par l'administration fiscale).

La fraude fiscale est un mal qui porte atteinte au développement des pays, en plus de ses conséquences financières, à l'ordre économique et social, elle a donc des conséquences négatives sur les circuits économiques à savoir<sup>8</sup> :

- La diminution de rendement par les pertes énormes que subit le gouvernement en compromettant son équilibre budgétaire avec la réduction ses dépenses collectives.
- L'atteinte à la justice sociale par le non-respect du principe de l'égalité devant l'impôt. En effet, les particuliers qui respectent les lois voient leur charge fiscale injustement alourdie parce qu'ils doivent compenser pour ceux qui s'adonnent à la fraude.

---

<sup>7</sup> TAbet.I, Djennan.W, 2018 « Impact de la dévaluation de la monnaie sur les importations, cas de l'économie algérienne (1970-2015) » Université de Béjaïa.

<sup>8</sup> Hayat FETOUH, « L'incidence du contrôle fiscal au niveau de l'entreprise en Algérie », université d'Oran Algérie, licence en sciences de gestion, option fiance, 2010.

- Atteinte au libre jeu de la concurrence. En effet, il y a des entreprises subissant une concurrence déloyale parce qu'elles sont respectueuses de la loi et conscientes de leurs responsabilités sociales.
- L'institution d'une mentalité d'assistée en rendant les gens paresseux et qui donc ne fournissent aucun effort.

### **1.3.11. Décentralisation et contexte local**

En Algérie, la notion du développement local a évolué principalement sur deux périodes. La première est celle qui caractérise les premières années de l'indépendance, au cours desquelles l'acteur du développement local était un acteur unique, l'État en l'occurrence, qui définit et déploie des stratégies de développement dans le cadre d'une économie planifiée et centralisée. La deuxième période est caractérisée par la définition d'un ensemble de réformes s'inscrivant dans le contexte de l'ouverture du pays et de son intégration à l'économie de marché. De ce fait, le rôle de l'État en tant que principal décideur et entrepreneur commence à s'amenuiser avec la prise en considération de la capacité, de plus en plus forte, des échelons locaux à faire émerger des dynamiques locales et à propulser le processus de développement. C'est dans ce contexte que des réformes ont été engagées dès le début des années 1990. On a ainsi assisté à l'adoption de nouvelles lois relatives aux collectivités locales grâce auxquelles ces dernières ont bénéficié de larges prérogatives, notamment le fait que la commune doit être considérée comme collectivité territoriale de base et assise de la décentralisation.

Les études menées en ce sens, montrent que la décentralisation est non seulement insignifiante, mais aussi et surtout impacté négativement le développement local.

« La qualité du capital humain au service de la décentralisation » constitue la première piste ; Schutz nous montre l'apport de la formation au PIB, autrement dit plus la durée d'étude des individus est longue, plus le PIB sera important. Par analogie, plus les acteurs locaux (élus, administrateurs, entrepreneurs, citoyens) auraient une durée d'étude plus longue, plus la mise en œuvre de la décentralisation (gestion publique) réussira (A, AGAB, 2015).

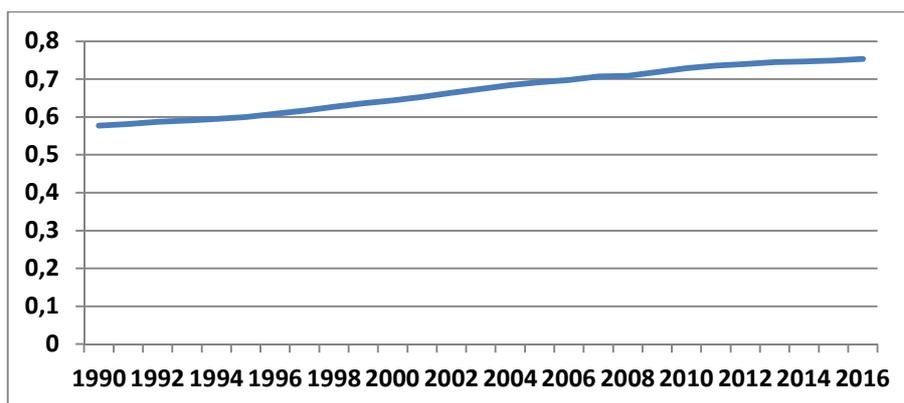
## **Section 02 : Conséquences sur le développement humain**

Dans cette section nous allons présenter l'évolution de l'IDH en Algérie ainsi que sa relation avec la croissance du PIB/hab.

## 2.1. Évolution de l'IDH en Algérie

Si la croissance économique est une variation quantitative d'un paramètre économique, par contre, le développement étant une amélioration qualitative des conditions de vie de la population est resté pendant longtemps difficile à quantifier ou à évaluer, sauf à recourir à une batterie d'indicateurs, jusqu'à l'adoption de l'IDH.

Graphique N°06 : Evolution de l'IDH en Algérie de 1980 à 2016



Source : Construit à partir des données <http://hdr.undp.org/en/data>. Consulté le [17/06/2018]

Compte tenu du fait que le calcul de l'indicateur a connu des modifications dans le nouveau rapport, il devient difficile de comparer pour un pays donné le classement de cette année avec celui des années précédentes. De plus, les indicateurs inclus dans l'IDH capturent des tendances « lourdes » et non les changements sensibles d'une année à l'autre. Il faut retenir de ce classement non pas le chiffre, mais la valeur de l'IDH, laquelle est en accroissement constant : 0,577 en 1990 et 0,753 en 2016. La vitesse de croissance de l'IDH demeure soutenue avec un taux de croissance annuel moyen qui atteint 1,03% et une croissance importante de +30 % sur vingt-six ans derniers.

Le RDH de 2016 indique que l'Algérie s'est classée 83<sup>e</sup> en 2015 parmi 189 pays et territoires avec un IDH de 0,745 et alors qu'en 2013 elle se trouvait à la 93<sup>e</sup> place. Selon ce classement, l'IDH de l'Algérie a maintenu une courbe **ascendante** depuis les années 2000 gagnant trois places de 2010 à 2015.

Cette performance a déjà valu en Algérie, en 2010, de figurer à la 9<sup>e</sup> place mondiale des pays ayant accompli « les progrès les plus rapides du développement humain, en termes d'IDH exhaustif, sur la période 1970-2010» (PNUD 2010).

Pour l'année 2018, les seuils ainsi fixés sont les suivants : IDH inférieur à 0,550 pour « développement humain faible » ; IDH compris entre 0,550 et 0,699 pour « développement

### Chapitre III : Étude de la croissance économique et le développement humain en Algérie : 1962-2016

humain moyen » ; IDH compris entre 0,700 et 0,799 pour « développement humain élevé » ; IDH de 0,800 et plus pour « développement humain très élevé ».

Pour ce qui est de la mise à jour des valeurs minimales et maximales, le tableau N°5 les précise comme suit :

**Tableau N°05 : Minima et maxima des variables dans les formules de normalisation(2018).**

Indicateurs	Minimum	Maximum
<b>Espérance de vie à la naissance</b>	20	<b>85 ans</b>
<b>Durée moyenne de scolarisation</b>	0	<b>18 ans</b>
<b>Durée attendue de scolarisation</b>	0	<b>15 ans</b>
<b>Indice combiné de l'éducation</b>	0	<b>0.978</b>
<b>RNB /hab (2011 PPA \$)</b>	100	<b>75.000 \$ US</b>

Source : [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2018\\_technical\\_notes](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2018_technical_notes).

**Tableau N°06 : Tendances de l'IDH de l'Algérie d'après des données en séries chronologiques cohérentes entre 1990 et 2016**

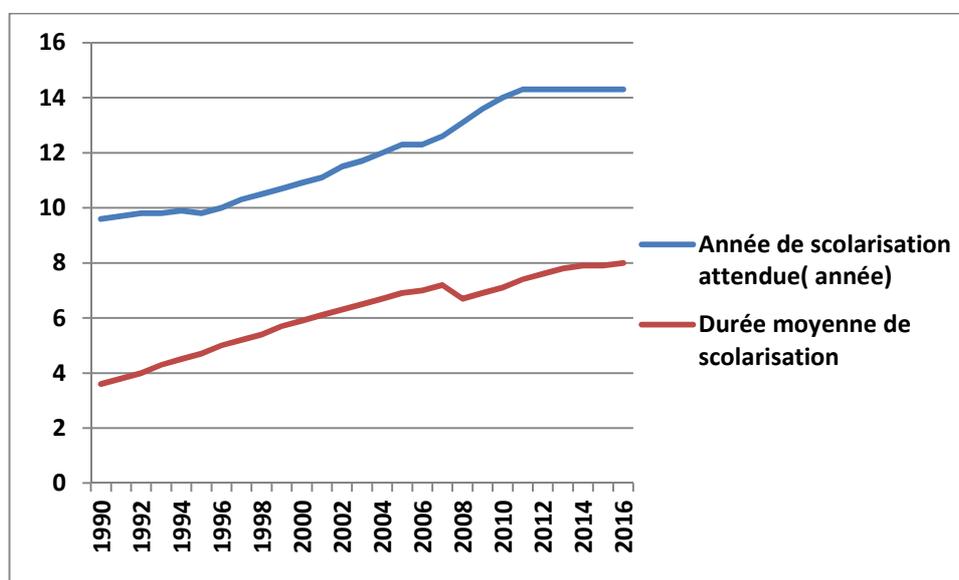
	<b>Espérance de vie à la naissance (année)</b>	<b>Durée attendue de scolarisation (année)</b>	<b>Durée moyenne de scolarisation (année)</b>	<b>RNB par hab (\$ PPA 2011)</b>	<b>IDH</b>
<b>1990</b>	66.7	9.6	3.6	10237	<b>0.577</b>
<b>1995</b>	68.1	9.8	4.7	9295	0.600
<b>2000</b>	70.3	10.9	5.9	10211	0.644
<b>2005</b>	72.8	12.3	6.9	12871	0.692
<b>2010</b>	74.7	14	7.1	12990	0.729
<b>2011</b>	74.9	14.3	7.4	13162	0.736
<b>2012</b>	75.2	14.3	7.6	13254	0.74
<b>2013</b>	75.4	14.3	7.8	13483	0.745
<b>2014</b>	75.6	14.3	7.9	13725	0.747
<b>2015</b>	75.9	14.3	7.9	13921	0.749
<b>2016</b>	76.1	14.3	8	13914	<b>0.753</b>

Source : Construit à partir des données <http://hdr.undp.org/en/data>. Consulté le [19/06/2018].

**2.1.1. L'espérance de vie à la naissance** en Algérie s'est passée de 66,7 ans en 1990 à 74 ans en 2008 et elle est égale à 76,1 ans en 2016 gagnant presque 10 ans par rapport à celui de 1990 avec une moyenne nationale de 77,3 ans pour les femmes et 74,9 ans pour les hommes. L'Indice de l'espérance de vie à la naissance s'est établi à 0,863 pour l'année 2016 contre 0,719 pour l'année 1990, soit une progression de +20%.

**2.1.2. Le niveau d'éducation** a marqué une progression significative sachant qu'à l'indépendance, le taux de scolarisation des enfants n'atteignait pas 20 %, avec une large prédominance masculine. Aujourd'hui, ce taux atteint 98 % et l'écart en termes de genre est devenu négligeable, et il tendrait même à s'inverser. Aux niveaux, moyen et secondaire, on observe ces dernières années, une tendance à la « féminisation » des taux de réussite, de même qu'à l'université. La durée attendue de scolarisation a atteint en 2016 une moyenne de 14,3 années avec 14,6 années pour les femmes et 14,1 années pour les hommes, alors que la durée moyenne de scolarisation a été de 8,0 années en s'établissant à 8,6 années pour les hommes et 7,6 années pour les femmes. Quant à l'indice d'éducation, en 2016 s'est établie à 0.663 contre 0.385 en 1990, soit une progression de +72,20%

**Figure N°07 : Évolution de la durée attendue et la durée moyenne de scolarisation**



Source : Construit à partir des données <http://hdr.undp.org/en/data>. Consulté le [20/06/2018]

Par ailleurs, la très forte réduction de l'analphabétisme et les progrès de scolarisation exemplaires ont valu à l'Algérie d'être plusieurs fois distinguée par les agences onusiennes de l'UNESCO et de l'UNICEF.

### Chapitre III : Étude de la croissance économique et le développement humain en Algérie : 1962-2016

En revanche, selon la Commission Économique pour l'Afrique des Nations-Unies de 2016 (CEA), « l'efficacité du système éducatif demeure toutefois un enjeu pour le pays, les redoublements et l'abandon scolaire se maintiennent à des niveaux importants ».

Tableau N°07 : Évolution des indices de l'IDH de 1990 à 2016

	Indice de l'espérance de vie	Indice d'éducation	Indice de revenu	IDH
<b>1990</b>	0.719	0.385	0.694	<b>0.577</b>
<b>1995</b>	0.74	0.431	0.677	0.600
<b>2000</b>	0.774	0.5	0.69	0.644
<b>2005</b>	0.812	0.57	0.717	0.692
<b>2010</b>	0.841	0.626	0.734	0.729
<b>2011</b>	0.845	0.644	0.734	0.736
<b>2012</b>	0.849	0.652	0.734	0.74
<b>2013</b>	0.853	0.666	0.734	0.745
<b>2014</b>	0.856	0.661	0.737	0.747
<b>2015</b>	0.859	0.662	0.739	0.749
<b>2016</b>	0.863	0.663	0.744	<b>0.753</b>

Source : Construit à partir des données <http://hdr.undp.org/en/data>. Consulté le [20/06/2018].

**2.1.3. Le RNB par habitant** a eu une progression négative sur la période 1990-1995 passant de 9910 à 9637 dollars PPA avec un rythme annuel moyen de -2,26% et sur toute la décennie soit un taux annuel de -0.28%. Ce n'est qu'à l'année 2001 que le PNB/hab dépasse la valeur de 1990 en allant de 10070 dollars à 13809 dollars en PPA, soit un taux d'accroissement de 2,13%. L'indice du revenu, quant à lui, s'est accru à 6,74%, passant de 0.697 à 0.744 sur ces 15 dernières années. De 1990 jusqu'à 2016, nous constatons clairement l'évolution positive continue de tous les indices constitutifs de l'IDH sauf pour le PNB/hab qui a progressé qu'à 7,20% devant l'indice de l'espérance de vie (+20%) et l'indice d'éducation (72.2%).

### Chapitre III : Étude de la croissance économique et le développement humain en Algérie : 1962-2016

**Tableau N°08 : Épisodes de la croissance des indices de l'IDH entre 1990 et 2016**

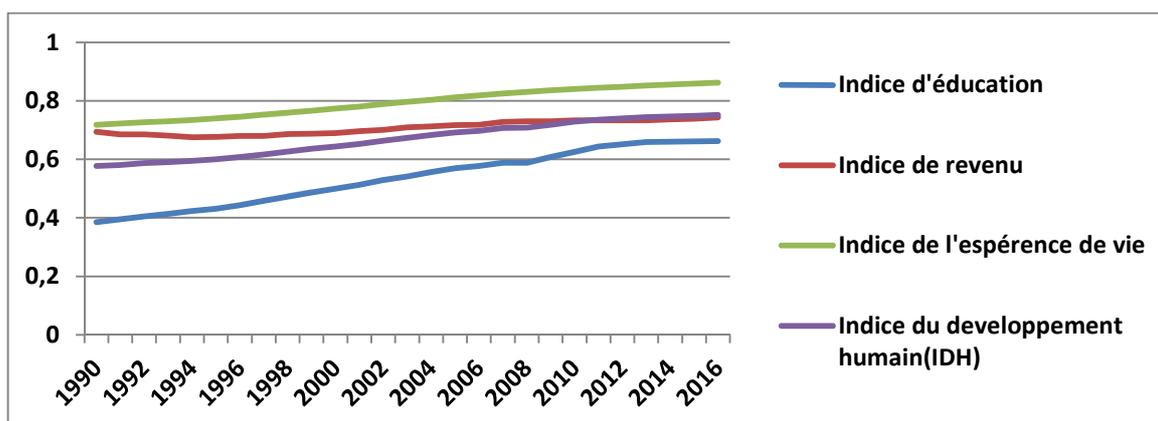
	Indice de l'espérance de vie	Indice d'éducation	Indice de revenu	IDH
<b>1990-1995</b>	<b>2.92%</b>	<b>11.95%</b>	<b>-2.45%</b>	<b>3.99%</b>
<b>1995-2000</b>	4.5%	16%	1.92%	7.33%
<b>2000-2005</b>	4.90%	14%	3.91%	7.45%
<b>2005-2010</b>	3.57%	9.82%	2.37%	5.35%
<b>2010-2016</b>	2.61%	9.91%	1.36%	3.15%
<b>1990-2016</b>	<b>+20%</b>	<b>+72.2%</b>	<b>7.20%</b>	<b>30.33%</b>

Source : Calculé à partir des données <http://hdr.undp.org/en/data>. Consulté le [20/06/2018].

L'évolution de l'IDH et de ses composantes montre bien que l'indice de l'espérance de vie à la naissance a été le facteur ayant tiré l'IDH le plus vers le haut (0.719 en 1990 et 0,863 en 2016), un constat qui a toujours été corroboré dans les rapports nationaux de développement humain précédent.

Le Graphique N°08 nous montre bien visuellement l'évolution de l'ensemble des indices constitutifs de l'IDH à partir de 1990 à 2016

**Graphique N°08 : Évolution des indices de l'IDH entre 1990 et 2016**



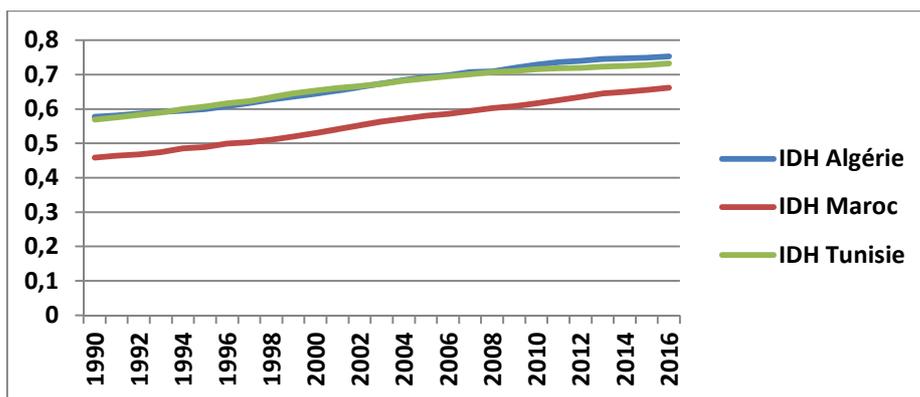
Source : Construit à partir des données <http://hdr.undp.org/en/data>. Consulté le [20/06/2018].

En termes de classement, selon le rapport de 2016, l'Algérie est le premier pays d'Afrique en termes de développement humain. La valeur de l'IDH de l'Algérie évolue dans la région arabe et dans le Grand Maghreb et progresse dans la catégorie du **développement humain**

### Chapitre III : Étude de la croissance économique et le développement humain en Algérie : 1962-2016

élevé. La Tunisie est classée 97<sup>e</sup> avec un IDH de 0,725 et le Maroc arrive 123<sup>e</sup> avec un IDH de 0,647. Sur le reste du continent, on peut notamment citer l'Égypte (111<sup>e</sup>), l'Afrique du Sud (119<sup>e</sup>) et la Mauritanie (157<sup>e</sup>).

**Graphique N°09 : Tendances de l'IDH en Algérie devant le Maroc et la Tunisie 1990-2016**



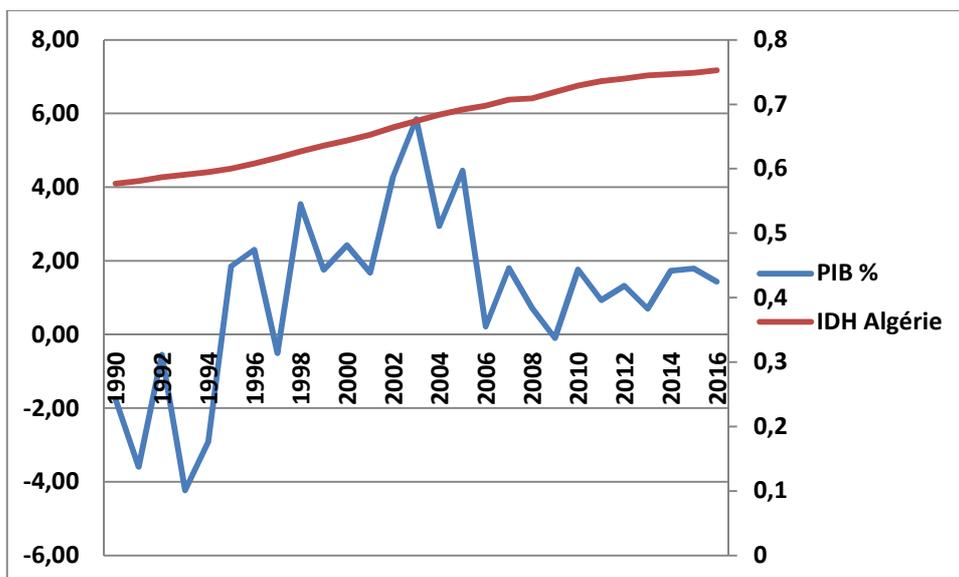
Source : Construit à partir des données <http://hdr.undp.org/en/data>. Consulté le [18/06/2018]

#### 2.2. Opposition entre l'IDH et la croissance du PIB/habitant

L'examen des deux courbes de la croissance économique (PIB/habitant) et celle de l'IDH montre une différence importante. Malgré la crise profonde qui a frappé le pays, au plan économique d'abord dès 1986, et au plan politique dès 1992, et une chute remarquable du PIB/habitant qui a duré neuf ans (1986-1994) et celle récente de 2009 jusqu'à aujourd'hui, l'IDH n'a jamais cessé de croître. Grand nombre d'enseignements peuvent être tirés de ces évolutions, confirmant que le développement ne saurait se réduire, à long terme, à la simple croissance économique (A.BOUYAKOUB, 2012).

Le graphique N°10 nous montre l'opposition des deux courbes de l'IDH et la croissance de PIB/hab.

Graphique N°10 : Opposition entre l'IDH et la croissance du PIB/hab



**Source :** Construit à partir des données de Construit à partir des données <http://hdr.undp.org/en/data>. Et la BM. Consulté le [19/06/2018].

À travers cette évolution des deux courbes, il s'avère clairement que l'IDH en Algérie n'est ni la cause ni la conséquence d'une forte ou faible croissance économique algérienne. Et ce, malgré la crise profonde qui a frappé le pays, au plan économique d'abord dès 1986, avec une chute remarquable du PIB/hab jusqu'en 1994 puis sur le plan politique à partir de 1992, la courbe de l'IDH a connu un faible infléchissement au cours de cette période (A.BOUYAKOUB, 2012), mais, il n'a jamais cessé de croître. Beaucoup d'enseignements peuvent être tirés de ces évolutions, confirmant que le développement ne saurait se réduire à la simple croissance économique, à long terme.

Enfin, pour une comparaison plus large, le niveau de l'IDH de l'Algérie montre aussi qu'en 1980, étaient inférieurs à la moyenne mondiale de presque dix points et similaires à la moyenne des pays arabes. En 2011, le niveau de l'IDH de l'Algérie a largement dépassé la moyenne mondiale et, bien entendu, la moyenne des pays arabes et ceux du Grand Maghreb qui, jusqu'à aujourd'hui, la dépasse encore. Des progrès ont été réalisés, surtout depuis le début des années 2000, grâce à une priorité redonnée à la garantie de l'accès à la santé et une part croissante du budget de l'état consacrée à la santé et l'éducation.

À travers cette comparaison, nous pouvons conclure que les mauvaises performances du PIB/habitant de l'Algérie n'ont pas eu un effet de rupture dans l'évolution de l'IDH, même

### Chapitre III : Étude de la croissance économique et le développement humain en Algérie : 1962-2016

---

par rapport aux autres pays. De la même manière et inversement, pour certains pays émergents, des auteurs s'interrogent pourquoi la croissance économique, même forte, n'entraîne pas de changement au plan politique (J.L.THIEBAULT, 2011).

Au final, la question qui s'impose est de savoir comment rendre durable le développement humain en le basant sur une croissance économique soutenue et diversifiée ? Autrement dit, comment sortir de ce paradoxe d'un développement humain réalisé au cours la période 1962-2016 malgré une croissance économique molle ? Cette question mérite à elle seule une longue analyse. Ici, on se contentera d'évoquer quelques pistes :

➤ Ce développement a été rendu possible grâce aux investissements colossaux réalisés dans le pays par l'État, les grandes entreprises, les PME et les ménages (A.BOUYAKOUB, 2012). Le secteur des hydrocarbures a été déterminant dans le financement de ces investissements et aux budgets importants accordés aux secteurs de l'éducation comme à ceux de la santé. La deuxième catégorie d'investisseurs peu mobilisée, comme les ménages et les entreprises individuelles, participe également de manière relativement faible aux investissements. L'ONS affirme que le taux de croissance des activités hors hydrocarbures en 2016 constitue la plus faible performance enregistrée sur la période (2000-2016).

➤ D'un autre point de vue, c'est la levée des facteurs de blocage de la croissance économique que nous avons identifiés précédemment, dans la section 2 de ce chapitre, qui permet de rendre durable le développement humain. Définir une stratégie économique adéquate est inéluctable. La plus grande difficulté concerne la faiblesse de coordination entre les différentes institutions chargées de gérer l'économie nationale, comme l'a fortement noté une étude de la BM en 2005<sup>9</sup>. De même, elle concerne la mise en œuvre de mécanismes de régulation adéquats, dans différents domaines. Ces deux difficultés, mal diagnostiquées, réduisent la performance des investissements réalisés et hypothèquent le fonctionnement de l'économie et l'équilibre social. C'est aussi la panne du secteur des industries manufacturières dont le poids est anormalement bas dans la production de la richesse qui explique en grande croissance économique vulnérable. Cette panne dure depuis plus d'une vingtaine d'années et repose la question de savoir si un développement peut être soutenu sans une véritable industrie manufacturière diversifiée, sachant que la

---

<sup>9</sup> BM, *Le droit des affaires et le développement du secteur privé en Algérie*, 46 pages, avril 2005. Ce rapport notait notamment « l'absence d'un véritable leadership pour la planification stratégique et la coordination du travail juridique en droit des affaires » p. 34.

### **Chapitre III : Étude de la croissance économique et le développement humain en Algérie : 1962-2016**

---

rente pétrolière a des horizons limités, d'un côté, de sa durabilité (ressource non renouvelable) et de l'autre, les prix en fluctuation contrôlés par le marché mondial. Pourtant l'Algérie est le premier producteur africain de gaz et le troisième producteur de pétrole derrière le Nigéria et l'Angola. Subissant la crise des prix des hydrocarbures.

➤ Enfin, il est important de souligner que la croissance réelle, enregistrée depuis 2006 jusqu'à aujourd'hui, apparaît faible en raison de la baisse continue de la production des hydrocarbures sous toutes ses formes.

➤ Ces éléments montrent que le développement humain, pour être durable, doit être fondé sur une croissance économique qui nécessite une véritable relance et une diversification du secteur industriel et du tissu économique. Celles-ci passent par une profonde réforme institutionnelle et économique, condition susceptible de limiter, ne serait-ce que dans un premier temps, la dépendance de son économie envers la rente pétrolière.

#### **Conclusion**

Tout le long de ce chapitre, nous avons examiné les caractéristiques de la croissance économique, son évolution et son impact sur le développement humain de 1962-2016, nous pouvons conclure que :

- Malgré un niveau d'investissement relativement élevé, l'Algérie a enregistré une croissance économique modeste sur toute la période étudiée. Elle est souvent qualifiée de faible dans les analyses.
- Cette contreperformance économique, à long terme, n'a pas empêché le DH de connaître une évolution très positive, et la courbe de l'IDH le montre assez bien. En effet, ce développement n'est ni durable ni structurel, il est subventionné donc, conjoncturel.

### Conclusion générale

Les analyses en termes de croissance et de développement à long terme doivent être relativisées et approfondies pour, d'une part, comprendre comment solutionner les problèmes de blocage de la croissance économique, d'autre part, définir une stratégie économique permettant de dynamiser la croissance au profil d'un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable : développement durable.

La comparaison du classement des pays en fonction du seul PIB par tête et en fonction de l'IDH permet de souligner que le développement humain ne se limite pas à la croissance de la production. Cependant, l'IDH apparaît lui-même comme insuffisant pour rendre compte du bien-être, d'autres indicateurs ont été construits pour mesurer notamment la pauvreté ou la situation spécifique des femmes.

Les facteurs politiques interviennent aussi dans la croissance. L'État peut être un obstacle au développement. Un État de droit et la stabilité politique sont des éléments clés.

Nonobstant les efforts considérables de l'État en matière d'investissements, des sommes colossales injectées dans l'économie, les résultats de la croissance économique enregistrée depuis 1962 jusqu'à présent sont relativement faibles.

Par ailleurs, l'évolution de la valeur de l'IDH est telle, dans le Rapport sur le développement humain a classé l'Algérie, pour l'année 2016, dans le groupe des pays à développement humain élevé, et se classe en tête des pays du Maghreb, devant la Tunisie. Il y a lieu également de préciser que l'IDH de 2016 de l'Algérie est bien supérieur à celui de tous les pays qui avaient le même niveau d'IDH en 1970 que le sien. Cette dernière nécessite un travail d'analyse rigoureux, exhaustif et de fond.

Enfin, au terme de ce travail nous pouvons dire que les résultats obtenus dans notre étude confirment notre hypothèse de départ. C'est que la croissance économique à long terme n'est pas, effectivement, une condition nécessaire et suffisante au développement humain en l'Algérie. Par ailleurs, le développement humain ne peut être durable sans une croissance économique soutenue et une véritable diversification du tissu économique, dans le cadre d'une véritable stratégie de réduction de sa dépendance à l'égard de la rente énergétique. Depuis son indépendance en 1962, l'Algérie a lancé de grands projets économiques pour mettre en place une assise industrielle dense. Cependant, en dépit des réalisations importantes (routes, métro, autoroutes, universités, usines, etc.), l'économie

## Conclusion générale

---

algérienne demeure depuis toujours une économie basée essentiellement sur la rente pétrolière d'une économie mono-exportatrice agricole à une économie mono-exportatrice pétrolière (à faible VA). La diversification de la structure économique est l'élément clé qui permettrait d'échapper à la malédiction pétrolière et d'exploiter la rente de telle manière à aboutir à un développement économique et une amélioration des indicateurs économiques.

En définitive, dans notre travail, nous avons procédé à une projection en parallèle entre évolutions de la croissance économique et celles du développement humain en Algérie. Ainsi, à travers cette étude nous avons constaté d'autres facteurs explicatifs qui caractérisent la croissance économique le développement, cela nous a permis de résoudre notre problématique de recherche en affirmant que, pour le cas algérien, la croissance économique et le développement humain ne sont pas automatiquement liés.

Enfin, notre plus grand souhait est de voir ce travail constituer une plateforme scientifique à d'autres recherches dans l'avenir, pour essayer de répondre à plusieurs questions non abordées par notre recherche à savoir :

- Pourquoi la croissance économique ne cause pas le développement ?
- Comment permettre à la croissance économique d'être un moteur de développement humain, social et durable dans notre pays ?

### Bibliographie

#### Ouvrages :

- ALAIN BEITONE, CHRISTUNE DOLLO, JEAN-PIERRE GUIDONI, ALAIN LEGARDEZ, « Dictionnaire des sciences économiques », p86.
- Andrea Bassanini et Stefano Carpetta, p13.
- BERNARD.B, YVES.S « Initiation a la macroéconomie », 9eme édition, Dunod, paris, 2007, p 36 et 504.
- BEITONE .A .DOLLO .C, CAZORLA.A, DRAI.A-M. p 110 et p116.
- BODIN Jean, « les Six Livres de la République », Paris, 1576, livre V, chapitre II
- CANALIS Emilie, EBERT Corinne, « croissance et population », Licence Analyse et Politiques Economiques, 1999-2000, p5 et 6.
- GUELLEC Dominique, RALLE Pierre, « les nouvelles théories de la croissance », Edition la Découverte, Paris, 2001, p30 et 35.
- Jean-Olivier Hairault, Ouvrage, « la croissance : théories et régularités empiriques ». Edition Economica, Paris, 2004.
- Jean Ronald Legouté, « *Définir le développement : historique et dimensions d'un concept plurivoque* ».
- KARL Terry Lynn, « Comprendre la malédiction des ressources », Ed. Open Society Institute, 2005.
- Livre collectif, Siméon Koffi, John Igué Samuel Akande, « Croissance et développement en Afrique de l'Ouest » édition Karthala, 2015.
- MARX.K, « Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, 1977, tome 2.
- MULLER J, « Manuel et application économique », Edition DUNOD, Paris, 1999.
- N.D.Kondratieff, « les grands cycles de la conjoncture », Economica, 1992.
- NOUSCHI M, BENICHI R, « la croissance aux XIXème et XXème siècles », Edition Marketing, Paris, 1990.
- North D, « *Understanding the Process of Economic Change* »,2004. Princeton University Press, traduit en français sous le titre, *Le processus du développement économique*, éditions d'organisation, Paris, 2005.

## Bibliographie

---

- SILEM A et ALBERTINI J-M « Comprendre les théories économiques », Editions du seuil, 1999.
- Serge Latouche, « *faut-il repenser le développement ?* » Paris, PUF, 1986.
- Serge Latouche, « Pour une société de décroissance », *Le Monde diplomatique*, novembre 2003.
- SOLOW Robert, « A contribution to the theory of economic growth », *Quarterly Journal of Economics*, 1956.
- ROMER Paul, « Increasing Returns and Long Run Growth, *Journal of Political Economy*», October 1986.
- ROMAIN.CH, « *24 mots clés l'économie et de gestion* », France : VRODARD & TAUPIN, 2004.
- Robert W et al, «Trevor Swan And The Neoclassical Growth Model» NBER Workink Paper n°13950, 2009.

### Mémoires:

- AGAB AKLI (2015), « DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL EN ALGERIE : cas de la wilaya de Bejaïa », mémoire de magistère : Economie et Géographie, février 2015.
- HAOUA Kahina . « L'impact des fluctuations du prix de pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie ». Thèse de magistère : Economie : Université de Tizi Ouzou : 2012.
- Jean-François FAURE-SOULET, « Malthusianisme et Néo-malthusianisme », *Encyclopoedia Universalis* [en ligne].
- « Pauvreté, Démocratie et développement humain durable : enjeux et perspectives dans le cadre du NEPAD » colloque, université de la Sorbone-Paris.
- Murat Yildizoglu, «Modélisation de la dynamique économique ; Source de la croissance économique », volume 4. Université Montesquieu Bordeaux 1V-France. Décembre 2007, disponible sur [http:// Yildizoglu.u-bordeaux4.fr](http://Yildizoglu.u-bordeaux4.fr)
- Moussaoui, K. &Arabi, K. (2014). Le rôle des collectivités territoriales dans le développement local à l'ère des réformes en Algérie. Le cas des communes de Bejaia. Economie et Solidarités.

### Revue et articles:

- Abderrahman Hadj-Nacer, « *La martingale algérienne Réflexions sur une crise* »,Alger, Barzakh, 2011.
- Aglietta M. (2011), « Croissance durable : mesurons-nous bien le défi ? », *Revue d'économie du développement*, vol. 25.
- Ainas Y, Ouarem N, Souam S. (2012), « Les hydrocarbures : atout ou frein pour le développement de l'Algérie ? », in *Revue Tiers-Monde*, n° 210.

## Bibliographie

---

- Article fondateur de Trevor Swan est «EconomicGrowth and Capital Accumulation», *Economic Record*.
- Blinder, Alan, «In Honor of Robert M. Solow: Nobel Laureate in 1987,» *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 3, No. 3, 1989.
- Benabdallah Y, « Rente et désindustrialisation », *Confluences Méditerranée*, n° 71,2009.
- Bouyacoub, A, « Investissements massifs pendant cinquante ans pour quelle croissance 1962-2012 », Colloque international : « 50 ans après l'indépendance, quel destin pour quelle Algérie ? », organisé par *El Watan* les 5, 6 et 7 juillet 2012 à Alger, publié dans *Les Cahiers du Cread* n° 100, 2012.
- Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED), 1988. *Notre avenir à tous*, Editions du Fleuve/les publications du Québec, Montréal.
- CREAD (2006), intitulé « Monnaie, croissance et ouverture », n° 75, Alger et Abbas, M. (2009), « L'accession à l'OMC » Quelles stratégies pour quelle intégration à la mondialisation?, *Confluences Méditerranée*, n° 71.
- DUMONT Jean-Christophe, « La contribution des facteurs humains à la croissance », Une revue de littérature des évidences empiriques, Document de Travail : DT/96/02.
- Dargent C. (2002), « Les explications culturelles du développement économique : pertinence et faiblesses », in *Revue internationale de politique comparée*, n° 3, vol 9.
- Gérard.Déstanne de Bernis, « le sous-développement analyses et représentations », *Revue Tiers monde*, n°57, janvier-mars 1974.
- Hachemaoui M, « la corruption politique : l'envers de l'autoritarisme en Algérie », in *Esprit*, juin 2011.
- Hachemaoui M, « La rente entrave-t-elle vraiment la démocratie ? » Réexamen critique des théories de « l'État rentier » et de la « malédiction des ressources », in *Revue française de science politique*, vol. 62, p. 207-230, 2012.
- Jean-Marie Harribey, « Les impasses de la croissance et de la décroissance infinies », revue *Mouvements* 2004/2 (n° 32).
- LEMOINE Philippe, « Les nouvelles théories et ses paradoxes », cahier LASER N 03, Paris 2000.
- Malti H. (2012), « Le gaspillage de l'or noir », in *Confluences Méditerranée*, n° 81.
- Martinez L, « Violence de la rente pétrolière Algérie - Libye – Irak », Paris, Presses de Sciences Po (Nouveaux Débats), 2010.
- Mohammed Kouidri, « Colonisation, indépendance et développement humain en Algérie : quel bilan ? », *Insaniyat / إنسانيات* [En ligne], 65-66 | 2014, mis en ligne le 31 août 2016, consulté le 04 septembre 2018.
- Mekideche M. (2009), « Le secteur des hydrocarbures en Algérie » Piège structurel ou opportunité encore ouverte pour une croissance durable ?, *Confluences Méditerranée*, n° 71.
- M. HAMDANE, « Y a -t-il un lien entre croissance économique et développement? », consultant en management, dans *journal EL WATAN*, le 25 juin 2012.
- OCDE (à paraître, 2007), *Vers une croissance pro pauvres : Orientations à l'intention des donateurs*, POVNET, CAD, Paris.
- OCDE (2012), *Vers une croissance verte : Suivre les progrès : Les indicateurs de l'OCDE*.

## Bibliographie

---

- Osvaldo Sunkel : « L'évolution de la pensée en matière de développement, Exposer général » ; dans : L'évolution de la pensée sur le développement : Bulletin de liaison de l'OCDE, 1997.
- PNUD 2016, *Bureau du Rapport sur le développement humain*. 2016
- PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 2001.
- TRIPLETT Jack E, «the Solow productivity paradox: what do computers do to productivity? », *business week*, Brookings Institution, 20 mai 1998.
- Talahite F. (2012), « La rente et l'État rentier recouvrent-ils toute la réalité de l'Algérie d'aujourd'hui ? », in *Revue Tiers-Monde*, n° 210.
- Thiebault J.L. (2011), « Des économies émergentes ou des marchés émergents : le développement économique avec ou sans la démocratie », in *Revue internationale de politique comparée*, vol. 18.

### Site internet

- [http://www.ons.dz/IMG/Comptes Economiques en volumes\\_2011-2016.pdf](http://www.ons.dz/IMG/Comptes Economiques en volumes_2011-2016.pdf), consulté le [12/11/18]
- Site de PNUD <http://WWW.hdr.undp.org>, Consulté le [10/05/19]
- <http://www.décroissance.org/textes/latouche.htm> , consulté le [31 août 2018]
- <http://m.huffpost.com/mg/entry/16749480> [archive]. consulté le [ 27/09/2018]
- <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2003-1-page-259.htm/> consulté le [22 aout 2018].
- [https://www.researchgate.net/profile/Michael\\_Goujon/publication/L'indice\\_de\\_developpement\\_humain\\_une\\_evaluation\\_pour\\_Mayotte/links/pdf/](https://www.researchgate.net/profile/Michael_Goujon/publication/L'indice_de_developpement_humain_une_evaluation_pour_Mayotte/links/pdf/) consulté le [4 aout 2018].
- <http://www.insee.fr> consulté le [24/09/18]
- <http://www.ses-noailles.fr/2010/10/21-croissance-et-dveloppement-un-cercle-vertueux>, Consulté le [15/10/18]
- [https://fr.wikipedia.org/wiki/Developpement\\_humain\\_\(économie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Developpement_humain_(économie)) consulté le [24 aout 2018].
- [http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/24/les théories de la croissance](http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/24/les_théories_de_la_croissance), Consulté le [30/10/18]
- <http://annotations.blog.free.fr>, Consulté le [12/08/18]
- [http://concept\\_economique.blogspot.com](http://concept_economique.blogspot.com), consulté le [13/10/18]
- <https://www.letudiant.fr>, Consulté le [16/08/18]
- [https://www.sifée.org/static/uploaded/Files/ressources/actes-des-colloques/ouagadougou/nepad/5\\_Roufai\\_communication.pdf](https://www.sifée.org/static/uploaded/Files/ressources/actes-des-colloques/ouagadougou/nepad/5_Roufai_communication.pdf), consulté le [20/05/18]
- <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2018/01/30/world-bank-report-finds-rise-in-global-wealth-but-inequality-persists#>, Consulté le [19/04/18]
- <http://www.universalis.fr/encyclopedie/malthusianisme-et-neo-malthusianisme>. consulté le [28/04/19].

## Bibliographie

---

- <http://www.vedura.fr/social/developpement-humain/declaration-universelle-droits-homme/> consulté le [20 aout 2018].
- Commission économique pour l'Afrique, « profil de pays-Algérie » Disponible sur le site : [www.uneca.org/publications](http://www.uneca.org/publications), consulté le [15/08/18]
- [www.ac-limoges.fr/ses/IMG/pdf/coursShump.pdf](http://www.ac-limoges.fr/ses/IMG/pdf/coursShump.pdf), Consulté le [20/03/19]
- Andrea. B, Stefano. S, « Les moteurs de la croissance dans les pays de l'OCDE : analyse empirique sur des données en panel », 2001, Revue économique de l'OCDE n°33, p12. Disponible sur <http://www.oecd.org/fr/economie/productivite-et-croissance-a-long-terme/18451268.pdf>, Consulté le [31/07/18]
- Blöndal. S et al, « l'investissement en capital humain : le rôle de l'enseignement secondaire du 2eme cycle et de l'enseignement supérieur », 2002 revue économique de l'OCDE n°34, p44. Disponible sur [www.oecd.org/dataoecd/33/36/18381208.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/33/36/18381208.pdf), consulté le [14/07/18]
- Angel de la Fuente, « Human capital and productivity », January 2001, Nordic Economic Policy Review Institut d'analyse économique, p2. Disponible sur [www.csic.es/bistream/10261/3525/.../86011.pdf](http://www.csic.es/bistream/10261/3525/.../86011.pdf), consulté [21/06/18]

**Table des matières**

<b>SOMMAIRE</b>	<b>01</b>
<b>Introduction générale</b>	<b>02</b>
<b>Chapitre I</b>	<b>06</b>
<b>La croissance économique : Aspects théoriques et pratiques</b>	<b>06</b>
<b>Introduction</b>	<b>07</b>
Section1: Les théories de la croissance économique	07
1.1. La croissance économique dans la théorie classique	08
1.1.1. La division internationale d'Adam Smith (1776)	08
1.1.2. Les rendements décroissants de David Ricardo (1817)	08
1.1.3. La destruction du capitalisme selon Marx (1844)	08
1.2. La croissance est instable selon les post-keynésiens (Harrod, Domar)	09
1.3. Les théories de la croissance démographique	10
1.3.1. Le malthusianisme	10
1.3.2. Le populationnisme	12
1.3.3. La thèse d'Alfred Sauvy	12
1.4. Théories de la croissance endogène et exogène	13
1.4.1. Théories la croissance exogène	13
1.4.2. Théories la croissance endogène	16
Section 2 : Aperçu sur la croissance économique	18
2.1. Définition de la croissance économique	18
2.2. Les types de croissance	19
2.2.1. La croissance extensive	19
2.2.2. La croissance intensive	19
2.2.3. La croissance équilibrée	19
2.2.4. La croissance déséquilibrée	19
2.2.5. La croissance potentielle	19
2.2.6. La croissance exponentielle	19
2.2.7. La croissance interne (endogène)	20
2.2.8. La croissance externe (exogène)	20
2.2.9. La croissance verte	20
2.2.10. La croissance « zéro »	20
2.3. Mesures de la croissance économique	21
2.3.1. Le taux de croissance	21
2.3.2. Produit Intérieur Brut (PIB)	21
2.3.3. Les limite du PIB	22
2.3.4. Produit National Brut (PNB)	23
2.3.5. Parité Pouvoir D'achat (PPA)	23
2.4. Les cycles de la croissance économique	24
2.4.1. La notion du cycle économique	24
2.4.2. La typologie des cycles	26
2.5. Les éléments moteurs de la croissance économique	27
2.5.1. La consommation des ménages	27
2.5.2. L'investissement	27
2.5.3. Le commerce extérieur (exportation et importation)	28

## Table des matières

2.6. Les facteurs de la croissance économique	28
2.6.1. Facteur travail (capital humain)	28
2.6.2. Facteur capital	30
2.6.3. Le progrès technique	30
2.7. Les autres facteurs explicatifs de la croissance économique	31
<b>Conclusion</b>	<b>32</b>

## **Chapitre II**

### **Lien entre croissance et développement**

**33**

<b>Introduction</b>	<b>34</b>
Section 1 : Aperçu sur le concept de développement	34
1.1. Le développement économique	35
1.1.1. Les étapes de la croissance économique de W.W. ROSTOW	35
1.1.2. La critique de la théorie de ROSTOW	36
1.2. La croissance et le développement	36
1.3. Le développement : dimension socioculturelle	37
1.4. Le développement humain(DH)	38
1.5. Le développement durable/soutenable	38
1.6. La décroissance	39
1.7. Le développement : dimension politique	40
Section 2 : Le développement humain	41
2.1. Notion de développement humain	41
2.2. L'IDH	42
2.3. Le principe du calcul de l'IDH	45
2.3.1 Classement des pays selon le développement humain	47
2.4 : Limites de l'IDH	49
2.5. Les indicateurs complémentaires de l'IDH	50
Section 3 : Lien entre la croissance économique et le développement humain	50
3.1. Le développement économique peut s'accompagner d'un développement humain	51
3.1.1. La croissance peut favoriser le développement	51
3.1.2. Autres facteurs influencent le développement au moins autant que la croissance	53
3.2. Relation développement-croissance	54
3.2.1. Le développement favorise la croissance	54
3.3. Les effets négatifs de la croissance sur le développement et le bien-être	55
<b>Conclusion</b>	<b>56</b>

## **Chapitre III**

### **Etude de la croissance économique et de développement humain en Algérie de 1962-2016**

**58**

<b>Introduction</b>	<b>59</b>
Section 1 : Les principales caractéristiques de la croissance enregistrée	59
1.1 À long terme, l'Algérie a enregistré un taux de croissance relativement faible	59
1.2. Une croissance insuffisante par rapport aux investissements réalisés.	62
1.3. Quelques facteurs explicatifs de cette faible croissance	64
1.3.1. Faiblesse de l'appareil institutionnel	64
1.3.2. Malédiction de l'économie de rente	64

## Table des matières

---

1.3.3. Démantèlement tarifaire trop rapide	65
1.3.4. Importance du secteur informel	65
1.3.5. Importance de la corruption	65
1.3.6. Les limites du modèle de croissance hors hydrocarbures	66
1.3.7. Moins d'investissements productifs	66
1.3.8. Manque d'équité dans la répartition de la richesse	66
1.3.9. Politique monétaire et de change	67
1.3.10. Fraude et évasion fiscale	67
1.3.11. Décentralisation et contexte locale	68
Section 02 : Conséquences sur le développement humain	68
2.1. Evolution de l'IDH en Algérie	69
2.1.1. L'espérance de vie à la naissance	71
2.1.2. Le niveau d'éducation	71
2.1.3. Le RNB par habitant	72
2.2. Opposition entre l'IDH et la croissance du PIB/habitant	74
<b>conclusion</b>	<b>77</b>
<b>Conclusion générale</b>	<b>78</b>
Bibliographie	80
Table des Matières	85

## Résumé

L'analyse du lien croissance économique et développement humain en Algérie sur une longue période (1962-2016) révèle plusieurs caractéristiques importantes de son économie. D'un côté, la croissance économique enregistrée au cours de cette période a été relativement faible, et ce, nonobstant les investissements colossaux réalisés. D'un autre côté, cette faible performance n'a pas empêché une évolution remarquablement positive de l'Indicateur de Développement humain. Nombreux facteurs explicatifs de cette situation paradoxale ont été diagnostiqués qui constituent un véritable blocage de la croissance économique. En revanche, le développement humain ne peut être durable sans une croissance économique soutenue basée sur une véritable diversification du tissu économique du pays pour échapper aux dangers liés à la rente énergétique.

**Mots clés :** Croissance économique, Développement humain, Algérie

## ملخص

يكشف تحليل العلاقة بين النمو الاقتصادي والتنمية البشرية في الجزائر على مدى فترة طويلة (1962-2016) عن عدة خصائص مهمة لاقتصادها. من ناحية ، كان النمو الاقتصادي المسجل خلال هذه الفترة صغيراً نسبياً ، على الرغم من الاستثمارات الضخمة التي تمت. من ناحية أخرى، فإن هذا الأداء الضعيف لم يمنع حدوث تطور إيجابي ملحوظ في مؤشر التنمية البشرية. تم تشخيص العديد من العوامل التفسيرية لهذا الوضع المتناقض والذي يشكل انسداداً حقيقياً للنمو الاقتصادي. من ناحية أخرى، لا يمكن أن تكون التنمية البشرية مستدامة بدون نمو اقتصادي مستدام يقوم على تنويع حقيقي للنسيج الاقتصادي في البلاد لتجنب المخاطر المرتبطة بعائدات الطاقة.

**الكلمات المفتاحية :** النمو الاقتصادي، التنمية البشرية، الجزائر